

Problématiques stratégiques en Asie à l'horizon 2025 : essai de prospective

Bruno Tertrais, Maître de recherche, Fondation pour la recherche stratégique

(14 novembre 2008)

*avec le soutien du Commissariat
à l'énergie atomique*

Édité et diffusé par la Fondation pour la Recherche Stratégique
27 rue Damesme – 75013 PARIS

ISSN : 1966-5156

ISBN : 978-2-911101-40-3

EAN : 9782911101403

SOMMAIRE

1 – LE SCÉNARIO PRINCIPAL.....	5
1.1 – 2025 : une Asie dominée par la Chine et l’Inde	5
1.2 – Deux puissances fragiles.....	8
1.3 – Les faiblesses spécifiques de la Chine et les chances de l’Inde	10
1.3.1 – Les faiblesses de la Chine	10
1.3.2 – Les chances de l’Inde	14
1.4 – De forts risques de tensions et de conflits.....	16
1.5 – L’émergence de la Chine est-elle belligène ?.....	18
1.6 – 2025 : des États-Unis encore en position dominante	21
1.6.1 – Les raisons de croire à la prééminence américaine à l’horizon 2025	21
1.6.2 – Comparaison Chine/États-Unis à l’horizon 2025	23
1.7 – Un engagement américain en Asie maintenu, mais des modalités ayant évolué	25
1.8 – Conclusion de la première partie	28
2 – LES SCÉNARIOS ALTERNATIFS	29
2.1 – L’hypothèse d’un conflit Inde/Chine	29
2.2 – L’hypothèse d’un conflit Chine/États-Unis	32
2.3 – L’hypothèse d’un conflit Japon/Chine	38
2.4 – Les autres scénarios.....	41
2.4.1 – L’hypothèse d’un conflit Chine/Russie.....	41
2.4.2 – Les scénarios de réalignement de la puissance	43
2.5 – Conclusion de la deuxième partie.....	44
3 – CONCLUSIONS D’ENSEMBLE	45
3.1 – Conclusion générale	45
3.2 – Conséquences pour la prolifération	45
3.3 – Conséquences pour l’Europe.....	46

PROBLÉMATIQUES STRATÉGIQUES EN ASIE À L'HORIZON 2025 :

ESSAI DE PROSPECTIVE

Document clos le 28 janvier 2008

Résumé

Cet essai de prospective vise à identifier les équilibres stratégiques et les risques de conflit en Asie à l'horizon 2025. Il est axé sur les rapports de forces entre la Chine, l'Inde et le Japon.

La méthodologie employée a consisté, dans un premier temps, en l'identification de grandes tendances démographiques, économiques, politiques et militaires, qui ont servi de base à l'élaboration du « scénario principal », fondé sur la continuation de ces tendances à l'horizon 2025. Celui-ci ne constitue pas une prédiction, et il a avant tout une valeur heuristique : il s'agit de montrer l'ampleur des défis qui vont se présenter à l'Asie, et d'évaluer les risques de conflits qui pourraient résulter de ces tendances. Ce scénario principal présente une Asie dominée par la Chine et par l'Inde (1), qui resteront toutefois deux puissances fragiles (2), chacune avec leurs faiblesses spécifiques (3). Cette Asie présentera de forts risques de crises et de conflits (4), y compris en raison de l'émergence de la Chine (5). Toutefois les Etats-Unis y resteront en position de force (6), même si les modalités de leur engagement auront évolué (7).

Dans un second temps ont été élaborés des scénarios de rupture appelés ici scénarios alternatifs, à partir de « chocs » ou d'événements majeurs susceptibles de bouleverser le paysage dessiné à l'horizon 2025. Il s'agit ici, essentiellement, de conflits impliquant la Chine et ses voisins : Inde/Chine (1), Chine/Etats-Unis (2), Japon/Chine (3), d'autres ruptures restant possibles (4).

L'étude tente enfin de tirer des conséquences de ces évolutions pour les grands équilibres stratégiques et pour l'Europe.

Introduction

Cet essai de prospective vise à identifier les équilibres stratégiques et les risques de conflit en Asie à l'horizon 2025. Il est axé sur les rapports de forces entre la Chine, l'Inde et le Japon.

La méthodologie employée a consisté, dans un premier temps, en l'identification de **grandes tendances** démographiques, économiques, politiques et militaires, **qui ont servi de base à l'élaboration du « scénario principal »**, fondé sur la continuation de ces tendances à l'horizon 2025.

Celui-ci ne constitue pas une prédiction, et il a avant tout une valeur heuristique : il s'agit de montrer l'ampleur des défis qui vont se présenter à l'Asie, et **d'évaluer les risques de conflits** qui pourraient résulter de ces tendances.

Dans un second temps ont été élaborés des scénarios de rupture appelés ici **scénarios alternatifs, à partir de « chocs » ou d'événements majeurs susceptibles de bouleverser le paysage dessiné à l'horizon 2025**. Il s'agit ici, essentiellement, de conflits impliquant la Chine et ses voisins.

1 – Le scénario principal

1.1 – *2025 : une Asie dominée par la Chine et l'Inde*

Le scénario principal pour 2025 est une compétition pacifique, mais non exempte de tensions, entre la Chine et l'Inde, mais aussi le Japon, avec un rôle maintenu pour les États-Unis comme facteur d'équilibre dans la région.

En 2025, l'Asie sera encore en croissance démographique, même si cette croissance sera alors entrée en phase de ralentissement. **Cinq pays asiatiques représenteront à eux seuls plus de trois milliards et demi d'hommes – dont près de trois milliards pour la Chine et l'Inde à elles seules, et 700 millions d'hommes pour les trois autres « géants régionaux » que sont l'Indonésie, le Pakistan et le Bangladesh.** La population chinoise va passer de 1,32 milliard en 2007 à 1,44 milliard en 2025 (1,40 milliard en 2050)¹ ; celle de l'Inde, de 1,16 milliard à 1,44 milliard (1,65 milliard en 2050)² ; celle de l'Indonésie, de 231 millions à 271 millions (296 millions en 2050)³ ; celle du Pakistan, de 163 millions à 224 millions (292 millions en 2050) ; et celle du Bangladesh, de 158 à 206 millions (254 millions en 2050).⁴

¹ Department of Economic and Social Affairs, Population Division, *World Population Prospects: The 2006 Revision – Highlights*, Organisation des Nations Unies, 2006, p. 42 (hors Hong Kong et Macao).

² Ibid., p. 44.

³ Ibid., p. 44.

⁴ Ibid., p. 45.

En 2025, en raison de son rythme de croissance démographique et de sa densité de population, **l'Asie du Sud apparaîtra à bien des égards comme le « centre de l'humanité »** (deux milliards d'hommes, soit 25 % de la population mondiale, sur un espace d'un peu plus de 4 millions de km²).

Le différentiel de population entre l'Europe et l'Asie aura continué d'augmenter. Il aura été multiplié par cinq entre 1950 et 2050. *Grosso modo*, l'Asie représentait deux fois et demie l'Europe en 1950, cinq fois l'Europe en 2007, et représentera **dix fois l'Europe en 2050** (55 % de la population mondiale contre 5,3 %).⁵

Ces chiffres masquent des disparités significatives. **Les régions développées d'Asie du Nord-est seront affectées par une baisse démographique rapide**, avec ses conséquences en termes de force de travail disponible. L'indice synthétique de fécondité est tombé à 1,12 à Taiwan, 1,08 en Corée du Sud, et à moins de 1 à Hong Kong.⁶ La fécondité en Asie du Nord-est n'a jamais été aussi faible en temps de paix.⁷

Le Japon pourrait connaître une période de déclin. Sa population va passer de 127 millions aujourd'hui à 121 millions en 2025.⁸ Les projections pour la période suivante sont encore plus dramatiques : 102 millions en 2050, 89,9 millions en 2055. Les individus âgés de plus de 65 ans seront alors au nombre de 36 millions (40 % de la population) contre 25,7 millions aujourd'hui.⁹ Il est difficile d'imaginer que les gouvernements japonais ne tenteront pas de redresser la barre. Toutefois, aucune des options concevables à cet effet n'est aisément accessible. Une augmentation des aides à la natalité et à la maternité, très faibles aujourd'hui, se heurtent à l'ampleur des déficits publics.¹⁰ Quant au recours massif à l'immigration, il reste difficilement imaginable pour des raisons culturelles – sauf à favoriser le rapatriement massif des descendants d'émigrés (ex : Brésil, plus d'un million de personnes d'origine japonaise). Certains modèles montrent par ailleurs que le déclin économique du Japon est inévitable dans les décennies qui viennent.¹¹ Se sentant à la fois menacé par la Chine (incursions sous-marines) et la Corée du Nord (missiles), et maintenant d'importants contentieux territoriaux avec la Russie et la Corée du Sud, Tokyo aura significativement développé ses moyens de défense. (Le Japon et la Russie sont encore techniquement en état de guerre, et Tokyo se plaint régulièrement d'arrestations de pêcheurs dans la zone des Kouriles. Le Japon et la Corée du Sud entretiennent un contentieux sur les îles Tokto/Takeshima, situées sur la ligne médiane de partage des zones économiques exclusives). Ce développement a d'autant plus de chances de se réaliser que **la génération de la Seconde Guerre mondiale aura alors disparu de la scène politique, et avec elle un frein à la poursuite de la « normalisation militaire » du pays.** A partir de 2012, le territoire sera protégé par un système de défense antimissile cohérent (quatre destroyers *Aegis* équipés d'un total de

⁵ Ibid., p. 5.

⁶ Nicholas Eberstadt, « Demographic Trends in Northeast Asia. Changing the Realm of the Possible », *Far Eastern Economic Review*, 1^{er} mai 2007.

⁷ Eberstadt, « Demographic Trends in Northeast Asia. Changing the Realm of the Possible », op. cit.

⁸ *World Population Prospects*, op. cit., p. 45.

⁹ Michel Temman, « Le Japonais en voie de disparition », *Libération*, 3 janvier 2007.

¹⁰ Frédéric Lemaître, « Les Japonais menacés de disparition », *Le Monde*, 28 septembre 2007.

¹¹ Arvind Virmani, *A tripolar century: USA, China and India*, Working Paper n° 160, Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, mars 2005, p. 15.

36 intercepteurs SM3, et quatre unités d'intercepteurs PAC-3, soit 120 intercepteurs, et un radar en bande X). Mais le Japon sera sans doute contraint, dans le même temps, de réduire son armée : **avec une cohorte de seulement 10 millions d'hommes de la tranche 20 à 40 ans en 2050**, il ne pourra pas maintenir ses forces au niveau actuel.¹²

La Russie sera elle aussi sans doute déclinante. La croissance russe depuis 1998 est essentiellement due à la dévaluation du rouble et à l'augmentation des prix du pétrole. Son intégration à l'économie mondiale reste très faible. Pour ne prendre qu'un exemple, les biens d'équipement et de consommation ne représentent que 10 % de ses exportations.¹³ La population de la Russie va passer de 142 millions en 2007 à 128 millions en 2025 (et à 107 millions en 2050).¹⁴ Cette baisse démographique se conjuguera avec de nombreux problèmes de santé publique. Le taux de croissance du SIDA dans le pays est l'un des plus élevés au monde.¹⁵ Elle se conjugue également avec une **dépopulation des régions orientales** (émigration). Enfin, la faiblesse démographique russe a un impact sur sa capacité militaire : **le « pool » de recrutement diminue de 100 000 hommes par an.**¹⁶ Ces faiblesses devraient accentuer le malaise de la Russie face à la montée en puissance de la Chine.

Le Japon et la Russie conserveront bien entendu, à l'horizon retenu, leurs atouts respectifs. Mais il existe un risque de voir ces pays, face à la montée en puissance de la Chine, s'estimer être sur la défensive.

En 2025, la Chine sera probablement devenue la première puissance commerciale du monde (à la fois premier exportateur et premier importateur).¹⁷ Le PIB (en taux de change courant, TCC) de la Chine et de l'Inde aura dépassé ceux des principales économies occidentales : Pékin aura dépassé Tokyo vers 2016, et New Delhi en 2032.¹⁸ La place croissante prise par les deux pays dans la production mondiale peut être vue comme un « retour au XIX^e siècle ». En 1820, la Chine représentait quelques 30-33 % de l'économie mondiale (PIB/PPA), et l'Inde environ 15 %.¹⁹ Avec cette réserve, bien sûr, que les flux commerciaux et financiers internationaux sont incomparablement plus importants aujourd'hui.

¹² Jason T. Shaplen & James Laney, « Washington's Eastern Sunset. The Decline of US Power in Northeast Asia », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2007.

¹³ Harley Bazler, « Eager dragon, wary bear », *The International Herald Tribune*, 24 septembre 2007.

¹⁴ *World Population Prospects*, op. cit., p. 45.

¹⁵ Greg Behrman, « The Cost of AIDS in Asia », *Newsweek*, 19 juillet 2004, p. 51.

¹⁶ Grame P. Herd & Gagik Sargsyan, « Debating Russian Demographic Security: Current Trends and Future Trajectories », *Security Index*, n° 2 (82), vol. 13, été-automne 2007, p. 51.

¹⁷ Nicole Gnesotto & Giovanni Grevi (dir.), *The New Global Puzzle. What World for the EU in 2025 ?*, Institut d'études de sécurité de l'Union Européenne, 2006, p. 41.

¹⁸ Goldman Sachs, *Dreaming With BRICs*, Global Economics Paper n° 99, octobre 2003, p. 3.

¹⁹ Roger Cohen, « The roar of a new Asia is on the global horizon », *The International Herald Tribune*, 13 avril 2005 ; David M. Lampton, « The Faces of Chinese Power », *Foreign Affairs*, vol. 86, n° 1, janvier-février 2007, p. 117.

D'après certaines études économétriques, la Chine et l'Inde, prises ensemble, ont le potentiel pour être le moteur de la croissance économique mondiale dans la première moitié du XXI^e siècle.²⁰

En 2025, l'Asie devrait représenter la moitié de la consommation mondiale de pétrole. **Le détroit de Malacca restera un point de passage essentiel pour l'approvisionnement de l'Asie du Nord-est.** (Aujourd'hui, un quart du trafic maritime mondial et la moitié du trafic maritime pétrolier transitent par le détroit). Toutefois, la Chine aura, d'ici 2025, sans doute réussi à limiter sa dépendance vis-à-vis de ce détroit (par lequel transite aujourd'hui 65 % de l'ensemble des approvisionnements du pays et 80 % de ses importations de pétrole).

Il est probable que le projet de zone de libre-échange Chine/ASEAN ait été concrétisé à l'échéance considérée. Toutefois, la plupart des pays de la région continueront à se méfier de l'expansion politique et économique chinoise, d'autant que Pékin absorbe une partie de l'investissement et des capacités de production qui jusque-là allaient vers l'Asie du Sud-est.

1.2 – Deux puissances fragiles

La montée en puissance de l'Asie devrait toutefois être **affectée par de nombreuses faiblesses et fragilités structurelles.** Comme le souligne un expert, « *en raison précisément de l'ampleur sans précédent de cette croissance, la Grande Asie – et en particulier la Chine et l'Inde – vont devoir faire face à des défis socio-économiques d'une ampleur jamais connue par aucun État, et encore moins par toute une région* ». ²¹

La crise financière (1997) a écorné le mythe du « miracle asiatique » de développement, et exposé les limites d'un modèle économique basé sur les « valeurs asiatiques » (cf. ampleur de la corruption et du népotisme). Et la crise du SARS (2003) a démontré la vulnérabilité des sociétés asiatiques à une épidémie de masse.

Le ralentissement progressif de la croissance démographique de la Chine et de l'Inde va avoir pour conséquence un poids de plus en plus important des générations les plus âgées sur l'économie. En 2050, les plus de 65 ans représenteront 42 % de la population active en Chine, et 27 % en Inde.²² Les retraites, qui ne représentaient que 2,1 % du PIB de l'Asie de l'Est en 2000, représenteront en 2050, selon les modèles, entre 7,3 et 8 % du PIB. Pour l'Asie du Sud, la proportion devrait être comprise entre 7,7 et 9,2 %, contre 3,2 % en 2000.²³

Les déséquilibres entre populations masculine et féminine, qui concernent toute l'Asie, vont en s'accroissant. Alors que l'équilibre naturel se situe aux environs de 100 femmes pour 103 à 106 hommes (moyenne mondiale : 104-105), le nombre de garçons

²⁰ Michel Aglietta et al., *Asian Catch Up, World Growth and International Capital Flows in the XXIst Century: A prospective analysis with the INGENUE 2 model*, Centre d'études prospectives et d'informations internationales, janvier 2007.

²¹ Chung Min Lee, *Strategic Trends in Asia and Implications for French Foreign Security Policy*, Public Hearing on the French White Paper on Defense and National Security, 18 octobre 2007, p. 6.

²² Chiffres du US Census Bureau.

²³ Aglietta et al., op. cit., p. 39. Les chiffres concernent les zones d'influence respectives des deux pays (Chine, Inde, et leurs environnements régionaux immédiats respectifs).

pour 100 filles à la naissance est actuellement de l'ordre de 108 en Inde, 112 en Corée du Sud, 118 à Singapour, 119 à Taiwan, et plus de 120 en Chine.²⁴ Il est supérieur à 120 dans certaines régions d'Inde et à 130 dans certaines régions de Chine. En 2020, le « surplus » de population masculine de 15 à 34 ans sera de 30 millions en Chine et 28 millions en Inde.²⁵ Les effets du SIDA vont par ailleurs peser : en 2025, ils pourraient réduire significativement la croissance de l'Inde et de la Chine (entre -33 % et -40 % de croissance annuelle).²⁶

Les ressorts de la croissance économique de la Chine et de l'Inde restent traditionnels. Les deux pays « ne possèdent pas – ni au niveau de l'État, ni à celui des entreprises – une concentration financière comparable à celle des pays industrialisés ». ²⁷ Ils sont encore très loin dans le classement mondial en termes de compétitivité économique. La Chine (hors Hong Kong) est au 15^{ème} rang mondial et l'Inde au 27^{ème}. ²⁸ **Leur aptitude à l'innovation reste assez faible.** Le nombre de brevets déposés en Chine et en Inde en 2005, pourtant en croissance, représentait au total 1 % du chiffre correspondant aux États-Unis. ²⁹ Les deux pays ne représentent que 0,6 % de la dépense mondiale en recherche & développement (contre 21,5 % pour le Japon et 43,7 % pour l'Amérique du nord). ³⁰ La Chine et l'Inde « n'ont pas réuni, loin s'en faut, les conditions qui leur permettent de produire de l'innovation ». ³¹

Enfin, à l'horizon considéré, **l'Inde et la Chine seront très fortement dépendantes de leurs importations de pétrole.** En 2025, New Delhi importera alors entre 90 et 95 % de sa consommation de pétrole. Pékin, pour sa part, devrait importer 75 % de sa consommation en 2020 et 80 % en 2025. ³² (En 2025, la consommation chinoise de pétrole devrait être de l'ordre de 13,4 millions de barils par jour. ³³) Pour le gaz, la dépendance devrait être beaucoup moins forte (40 % pour l'Inde et 25 % pour la Chine). ³⁴ L'Inde envisage une capacité nucléaire civile installée de 20 GWe en 2020 ; pour la Chine, la capacité prévue est le double (40 GWe).

²⁴ Les évaluations dans ce domaine sont souvent disparates. Les travaux menés en 2007 sous l'égide du Fonds des Nations Unies pour la Population semblent particulièrement sérieux ; voir notamment Christophe Z. Guilmoto, *Sex-ratio imbalance in Asia : Trends, consequences and policy responses*.

²⁵ Valerie M. Hudson & Andrea M. den Boer, « Surplus males: The dangers of Asia's preference for sons », *The International Herald Tribune*, 13 mai 2004.

²⁶ Nicholas Eberstadt, « The Future of AIDS », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2002.

²⁷ Diana Hochraich, *Pourquoi l'Inde et la Chine ne domineront pas le monde de demain* (Paris: Ellipses, 2007), p. 189.

²⁸ International Institute for Management Development, « The world competitiveness scoreboard 2007 », *IMD World Competitiveness Yearbook 2007*.

²⁹ Dan Steinbock, « Innovation: the name of the game », *Asia Times*, 9 février 2007.

³⁰ Chiffres pour 2006. « Something new under the sun », A special report on innovation, *The Economist*, 13 octobre 2007, p. 4.

³¹ Diana Hochraich, *Pourquoi l'Inde et la Chine ne domineront pas le monde de demain*, op. cit., p. 189.

³² Gnesotto & Grevi, op. cit., p. 57 ; *Sino-Japan Rivalry: A CAN, IDA, NDU/INSS, and Pacific Forum CSIS Project Report*, Issues and Insights, vol. 7, n° 2, Pacific Forum CSIS, mars 2007, p. 25.

³³ Wayne Morrison, *China's Economic Conditions*, CRS Brief for Congress, 15 mai 2006, p. 16.

³⁴ Gnesotto & Grevi, op. cit., p. 57.

1.3 – Les faiblesses spécifiques de la Chine et les chances de l'Inde

La thèse selon laquelle « le XXI^e siècle sera chinois » est sujette à caution. **Les faiblesses du système chinois sont nombreuses. De son côté, l'Inde dispose d'atouts significatifs, et pourrait bien être en position de force d'ici deux décennies.**

1.3.1 – Les faiblesses de la Chine

La croissance chinoise reste très dépendante vis-à-vis de l'investissement direct de l'étranger et du commerce extérieur (65,3 % du PIB).³⁵ Les entreprises étrangères implantées en Chine sont responsables des 3/5 des exportations du pays (4/5 des exportations d'assemblage et 9/10 des exportations de haute technologie).³⁶ Les produits assemblés à partir de composants étrangers représentent plus de la moitié de ses exportations.³⁷ La partie purement « chinoise » de la valeur ajoutée de ses exportations de haute technologie n'est que de... 15 %.³⁸ La part du PIB chinois consacré à la R&D est inférieure à ce qu'elle était en 1964... et Pékin espère tout juste dépasser l'Union européenne de ce point de vue à l'horizon 2020.³⁹

L'économie chinoise est particulièrement inefficace. Pour produire une quantité donnée, l'industrie du pays a besoin de six fois plus de ressources que les États-Unis et près de trois fois plus que l'Inde.⁴⁰ Son efficacité énergétique est mauvaise, tant au niveau industriel (les usines chinoises sont cinq fois moins efficaces de ce point de vue que les usines occidentales⁴¹) que résidentiel (chauffage⁴²), et va en se dégradant.⁴³

Les villes de l'intérieur sont encore dominées par les entreprises d'État.⁴⁴ Ces entreprises d'État, caractérisées par le népotisme, la corruption et une rentabilité très faible, représentent encore 70 % de l'économie.⁴⁵

³⁵ Chiffres de 2005. Ashley J. Tellis (dir.), *Strategic Asia 2006-2007*, Carnegie Endowment for International Peace, 2006, p. 13.

³⁶ « The export juggernaut », *The Economist*, 31 mars 2007, p. 9 ; Pete Engardio, « A New World Economy », *Business Week*, 22-29 août 2005.

³⁷ « The export juggernaut », op. cit., p. 8.

³⁸ « Special Report on Technology in India and China », *The Economist*, 10 novembre 2007.

³⁹ Ibid.

⁴⁰ Elizabeth C. Economy, « The Great Leap Backward? », *Foreign Affairs*, septembre-octobre 2007 ; Howard W. French, « As China meets India, hints of a global shift », *The International Herald Tribune*, 9 avril 2005.

⁴¹ Pour produire 1 000 dollars de PNB, la Chine consomme 1,5 baril de pétrole, soit le double de la moyenne mondiale. Albert Bressand, « Les scénarios globaux de Shell. Production d'hydrocarbures, sécurité énergétique et économie du carbone », *Futuribles*, n° 315, janvier 2006. Les industries chinoises utilisent 10 à 20 % de plus d'eau que les entreprises occidentales. Economy, op. cit.

⁴² L'efficacité énergétique du logement en Chine est deux fois et demie inférieure à celle qui existe en Allemagne. Economy, op. cit.

⁴³ P. Engardio, op. cit. ; David Dollar, *Asian Century or Multi-Polar Century?*, World Bank Policy Research Working Paper 4174, mars 2007, p. 18.

⁴⁴ Dollar, op. cit., p. 23.

⁴⁵ Selon une étude de l'Union de Banques Suisses citée in Minxin Pei, « The Dark Side of China's Rise », *Foreign Policy*, mars-avril 2006. Le Parti communiste chinois (PCC) nomme 81 % des dirigeants des entreprises d'État.

Le système bancaire chinois reste fragile. Les créances douteuses de la Chine représentent quelques 30 % de son PIB, malgré une amélioration récente de leur gestion (transfert à des gestionnaires spécialisés).

Le vieillissement de la population chinoise va affecter rapidement la croissance économique du pays : comme le dit l'expression consacrée, la Chine va « vieillir avant de devenir riche ». Dès 2025, le poids des générations les plus âgées (20 % de retraités à ce moment) commencera à se faire sentir sur l'économie.⁴⁶ C'est à ce moment-là que s'arrêtera la croissance des entrées sur le marché du travail.⁴⁷

En raison de la politique de l'enfant unique, **l'environnement socioculturel du pays est profondément bouleversé**. Certains intellectuels chinois mettent en avant les dangers psychologiques que courent les enfants uniques « *dans une société structurée depuis toujours sur la famille* ». ⁴⁸ Dans certaines régions de Chine, les jeunes hommes de demain n'auront plus « *ni frères, ni sœurs, ni oncles, ni cousins* ». ⁴⁹ En 2025, la proportion de foyers sans enfant pourrait atteindre 75 %. ⁵⁰

Le déséquilibre entre naissances masculines et féminines est en effet particulièrement prononcé en Chine. Dans certaines régions, il atteint aujourd'hui 135/100 (province de Hubei), voire 136/100 (île de Hainan – l'une des plus prospères du pays, ce qui invalide la thèse selon laquelle l'enrichissement réduirait naturellement la « préférence pour les mâles »). En 2020, la Chine comptera, selon les estimations, entre 30 et 40 millions d'hommes célibataires.⁵¹ Les précédents historiques montrent que de tels déséquilibres peuvent être sources de graves troubles sociaux. Par exemple, l'on peut faire remonter la rébellion Nien, au XIX^e siècle, à un déséquilibre de naissances atteignant 129/100.⁵² De même, les leçons de l'Histoire montrent **une corrélation entre de tels déséquilibres et une évolution autoritariste des sociétés concernées, parfois belligène, au moins à l'échelon local ou régional**.

Les migrations internes, des campagnes vers les villes, devraient encore représenter des volumes considérables à l'horizon considéré, généralement évalué à environ 300 millions de personnes entre 2005 et 2025.⁵³ (Les prévisions officielles mentionnent 400 millions de personnes entre 2000 et 2030.⁵⁴) A ce moment, la population chinoise sera devenue

⁴⁶ Gnesotto & Grevi, op. cit., p. 158.

⁴⁷ Aglietta et al., op. cit., p. 37.

⁴⁸ Pascale Nivelles, « La guerre de l'enfant unique renaît en Chine », *Libération*, 24 mai 2007, p. 8.

⁴⁹ Eberstadt, « Demographic Trends in Northeast Asia. Changing the Realm of the Possible », op. cit.

⁵⁰ *Briefing Material – Future Series*, World Economic Forum Annual Meeting, Davos, 24-28 January 2007, p. 64.

⁵¹ David D. Hale, *In the balance. China's unprecedented growth and implications of the Asia-Pacific*, Australia Strategic Policy Institute, février 2006, p. 24.

⁵² Hudson & Den Boer, op. cit. ; Martin Walker, « The Geopolitics of Sexual Frustration », *Foreign Policy*, mars-avril 2006, p. 60.

⁵³ Yu Xuejun, « A Vision of Demographic Changes », in Simon S. C. Tay, *Pacific Asia 2022: Sketching Futures of a Region* (Tokyo: Japan Center for International Exchange, 2005), p. 33. D'autres sources mentionnent 200 à 300 millions de personnes entre 2005 et 2020 (Dollar, op. cit., p. 21 ; Lampton, op. cit., p. 124.)

⁵⁴ Economy, op. cit.

majoritairement urbaine (57 % en 2025, soit plus de 800 millions de personnes).⁵⁵ **Toutes les sociétés industrielles connaissent un tel phénomène migratoire, mais celui de la Chine se singularise par sa rapidité et son caractère massif.** Ces migrations créent un *lumpenprolétariat* exempt de couverture sociale, surimposé et n'ayant pas accès à tous les métiers.

Les besoins d'eau vont bientôt atteindre des valeurs critiques. Le pays n'a que 7 % de la ressource mondiale pour 20 % de sa population (soit un ratio équivalent à 25 % de la moyenne mondiale⁵⁶). **Les nappes aquifères des plaines du nord devraient être épuisées vers 2035**, alors qu'elles fournissent 24 % de la ressource hydraulique du pays et 60 % des besoins de la région, qui compte 200 millions d'habitants.⁵⁷ Les glaciers tibétains connaissent une fonte rapide, qui a été estimée à 50 % par décennie.⁵⁸ De plus, la pollution affecte la disponibilité de la ressource. (90 % des nappes aquifères et 75 % des lacs sont gravement pollués.⁵⁹) En 2007, un projet de diversion des eaux du Yangtsé, destiné à alimenter les villes de Pékin et Tianjin, a été annulé, en partie en raison de la pollution de l'eau.⁶⁰

La Chine va devoir massivement importer ses ressources alimentaires. Ses terres arables sont d'une superficie limitée (13 % du territoire, soit moins de 40 % de la moyenne mondiale).⁶¹ Or l'urbanisation contribue à réduire encore plus cette surface (perte de 6,7 millions d'hectares depuis 1996⁶²). Et elle a besoin de convertir une partie de cette surface pour freiner la désertification des plaines du nord. (Le désert de Gobi avance de près de 5 000 kilomètres carrés par an.⁶³) Or c'est là que se situent les deux-tiers de ses terres arables et qui fournissent la moitié de la production nationale de céréales.⁶⁴ (De surcroît, environ un sixième des terres arables chinoises sont polluées par des métaux lourds.) **L'inversion de la désertification et l'urbanisation croissante vont inmanquablement conduire à une dépendance massive vis-à-vis des achats de céréales à l'étranger.**

La situation du pays se caractérise également par une forte **dégradation des services publics**. La dépense d'éducation est en baisse (3,28 % du PIB seulement : 36 % de la dépense de santé dans les années 1980, moins de 15 % en 2000⁶⁵). La Chine a un système

⁵⁵ Gnesotto & Grevi, op. cit., p. 157.

⁵⁶ Hale, op. cit., p. 27.

⁵⁷ Yarley, op. cit.

⁵⁸ John P. Holdren, « The sky is falling », *Bulletin of the Atomic Scientists*, janvier-février 2007, p. 45.

⁵⁹ Hale, op. cit., p. 27. Economy, op. cit.

⁶⁰ Economy, op. cit.

⁶¹ Yingling Liu, *Shrinking Arable Lands Jeopardizing China's Food Security*, Worldwatch Institute, 18 avril 2006.

⁶² Hale, op. cit., p. 27.

⁶³ Economy, op. cit.

⁶⁴ Hale, op. cit., p. 27 ; et Jim Yardley, « Though water is drying up, a Chinese metropolis booms », *The International Herald Tribune*, 27 septembre 2007.

⁶⁵ Minxin Pei, « The Dark Side of China's Rise », op. cit.

de santé et d'éducation de plus en plus « privatisé ». ⁶⁶ Il y a eu très peu de « dividendes sociaux » de la croissance (par exemple en termes de déclin de la mortalité infantile). ⁶⁷

Or les problèmes environnementaux, qui résultent d'une croissance rapide et énergivore (pollution atmosphérique en ville, notamment), risquent d'avoir des **conséquences très significatives à moyen terme sur la santé des populations**, avec des implications notamment en termes de force de travail et de mécontentement social. D'ores et déjà, 6 % des enfants chinois naissent avec des malformations ou des tares attribuables aux pollutions chimiques et industrielles, notamment dans les régions minières. ⁶⁸ De plus, le pays reste un foyer de mutations virales. ⁶⁹ Enfin, le SIDA s'y développe rapidement : selon l'ONU la Chine comptera 10 millions de séropositifs en 2010. ⁷⁰

La Chine est « *la première superpuissance pauvre de l'Histoire* ». ⁷¹ La **situation des campagnes chinoises est de plus en plus préoccupante**. L'accès aux services publics dans les zones rurales, qui fut l'un des principaux acquis du maoïsme, se dégrade rapidement. Seulement 23 % des dépenses d'éducation vont vers les campagnes. La corruption y atteint des niveaux inquiétants, et comme le note un expert, il serait sans doute « *imprudent de partir du principe qu'il n'y a pas de limite à la capacité d'absorption des coûts de [celle-ci]* ». ⁷² Le pourcentage du revenu personnel annuel que les Chinois des campagnes sont contraints de déboursier pour la santé est passé de moins de 1,5 % à près de 6 % en 2006. ⁷³ Les mesures récemment prises par les autorités dans le domaine de l'éducation et de la santé en zone rurale sont considérées par les experts comme très insuffisantes. ⁷⁴ Et la détérioration des terres arables, en raison d'une agriculture très intensive, atteint elle aussi des niveaux préoccupants.

La dégradation des conditions de vie dans les campagnes (corruption, pollution, expropriations, etc.) pourrait déboucher sur de véritables révoltes, dont on a vu les prémices ces dernières années. Les questions sanitaires, notamment, ont causé des révoltes significatives (par exemple en 2005 dans la province de Zhejiang, et en 2007 dans la ville de Xiamen ⁷⁵). **Le nombre de manifestations publiques officiellement recensées est en hausse quasi-exponentielle : 8 700 en 1993, 32 000 en 1999, et 83 600 en 2005.** ⁷⁶

⁶⁶ Dollar, op. cit., p. 22.

⁶⁷ Ibid., p. 21.

⁶⁸ Associated Press, « Report : Birth defects soar in coal regions », CNN.com, 30 octobre 2007.

⁶⁹ La cohabitation entre porcins et humains dans les fermes du sud de la Chine est réputée être un facteur majeur dans la mutation des virus.

⁷⁰ Harry Harding, « Think again: China », *Foreign Policy*, mars-avril 2007, p. 26.

⁷¹ Selon une étude du CSIS citée in Council on Foreign Relations, op. cit., p. 12.

⁷² Minxin Pei, *Corruption Threatens China's Future*, Carnegie Endowment Policy Brief n° 55, octobre 2007, p. 5.

⁷³ « Missing the barefoot doctors », *The Economist*, 13 octobre 2007, p. 28.

⁷⁴ Ibid., pp. 27-29.

⁷⁵ Voir Economy, op. cit.

⁷⁶ Albert Keidel, *China's Social Unrest : The Story Behind the Stories*, Carnegie Endowment for International Peace, septembre 2006.

L'épuisement des nappes aquifères du nord est tout particulièrement considéré comme un facteur potentiel de graves troubles sociaux.⁷⁷ Ceux-ci peuvent être alimentés par d'ex-soldats de l'APL, au nombre de plus en plus importants (200 000 démobilisés pour la seule période 2003-2005), et dont la reconversion est de plus en plus difficile en raison de la réduction du nombre des entreprises d'État.⁷⁸

De manière plus générale, **l'ensemble de ces facteurs est susceptible de générer des troubles sociaux significatifs. Or la montée de la contestation sociale pourrait, en l'absence de débouché démocratique, se transformer en contestation politique** – d'autant plus que les poussées de nationalisme sont parfois mal contrôlées par le pouvoir central, comme on l'a vu en 1999 (Belgrade), en 2001 (Hainan) et en 2005 (crise sino-japonaise).

Les effets négatifs de la montée en puissance de la Chine se font d'ores et déjà sentir également à l'étranger. La mauvaise qualité de certains produits chinois est devenue un sujet de contentieux en Asie.⁷⁹ Le comportement des « nouveaux migrants » de la province de Fujian dans les micro-États du Pacifique n'était pas pour rien dans les troubles qui ont agité ces pays (Tonga et îles Salomon notamment) en 2006-2007.⁸⁰ Au Pakistan, l'une des causes immédiates du déclenchement de crise de la Mosquée rouge (juillet 2007) fut l'enlèvement de cinq prostituées chinoises.⁸¹ Enfin, les questions d'environnement sont sources de troubles entre la Chine et ses voisins : la Corée du Sud et le Japon subissent des tempêtes de sable (causées par la désertification) et des pluies acides.

1.3.2 – Les chances de l'Inde

L'Inde a ses faiblesses propres. L'économie indienne est encore peu compétitive, et le volume d'investissements étrangers y est dix fois inférieur à celui de la Chine. Le décollage du pays est parfois freiné par une bureaucratie paralysante et le caractère ankylosant du système des castes. L'Inde est marquée par un taux d'alphabétisation encore faible (1/3), et un investissement intellectuel beaucoup moins important que celui de la Chine. (L'Inde forme quelques 70 000 ingénieurs par an, dix fois moins que la Chine.⁸²) Les problèmes de santé publique sont particulièrement lourds ; l'Inde dépassera bientôt l'Afrique du Sud comme le pays où le nombre de cas de SIDA est le plus élevé au monde.⁸³ Ils sont aggravés par des politiques de redistribution quasiment inexistantes (très faible volume de l'impôt) et des services publics (éducation, santé, transports)

⁷⁷ Voir George Tanham & Job C. Henning, *Water as a Strategic Driver in China and South Asia: 2001-2050*, SAIC Report #01-6990&SAC, 17 mai 2001, p. 39.

⁷⁸ « Beware of demob », *The Economist*, 10 novembre 2007, pp. 66-67.

⁷⁹ Ariana Eunjung Cha, « Asians Say Trade Complaints Bring Out the Bully in China », *The Washington Post*, 5 septembre 2007.

⁸⁰ International Institute for Strategic Studies, « Pacific island conflicts », *Strategic Comments*, vol. 13, Issue 4, mai 2007.

⁸¹ Howard W. French, « Mosque siege reveals the Chinese connection », *The International Herald Tribune*, 13 février 2007.

⁸² Laure Belot & Frédéric Bobin, « Chine-Inde, une rivalité en puissance pour le nouveau siècle », *Le Monde*, 18 mars 2006.

⁸³ Greg Behrman, « The Cost of AIDS in Asia », *Newsweek*, 19 juillet 2004, p. 51. En 2006, l'Inde comptait 2,5 millions de porteurs du virus HIV (Onusida, *2007 AIDS Epidemic Update*, novembre 2007, p. 21).

considérablement sous-dimensionnés. L'Inde ne dépense que 6 % de son PIB dans les infrastructures (contre 20 % pour la Chine).⁸⁴ La force du système indien (démocratie, fédéralisme) est aussi sa faiblesse.

Mais **elle dispose également d'atouts importants face à Pékin**. Avec une population plus jeune (30,4 ans d'âge moyen en 2025), le dynamisme de sa force de travail sera plus important que celui de la Chine, dont elle pourra alors contester le statut « d'usine du monde ». ⁸⁵ Elle n'aura en 2020 que 4,7 dépendants pour 1 personne active, un taux relativement bas. Et en 2050, l'Inde aura deux fois moins d'individus de plus de 80 ans que la Chine, pour une population équivalente (103 millions contre 51 millions).⁸⁶ **Comme le Japon en son temps, l'Inde va pouvoir « devenir riche avant de vieillir ».**

La croissance de l'Inde est largement endogène, et moins dépendante que celle de la Chine vis-à-vis de l'investissement étranger.⁸⁷ Pour ces raisons, **elle aura en 2025 rattrapé une partie de son retard économique sur son grand voisin du nord, et aura sans doute à ce moment-là une croissance supérieure à celle de la Chine**. Elle devrait être la quatrième économie du monde en 2025, derrière les États-Unis, la Chine et le Japon.⁸⁸ En termes de PIB/PPA, elle pourrait à ce moment dépasser le Japon.⁸⁹ Elle sera sans doute l'un des principaux « fournisseurs de services non conventionnels » du monde (services financiers, médicaux, éducatifs, sociaux, etc.).⁹⁰ **Selon certains modèles, elle pourrait être en 2050 la première économie du monde.**⁹¹

Au nombre de ses atouts, elle peut également compter : un système politique stable qui permet une véritable respiration démocratique, tant au niveau fédéral qu'à celui des États ; un niveau d'inégalités relativement réduit dès lors qu'il est mesuré à l'aide du coefficient de Gini⁹² ; un environnement juridique et financier beaucoup plus sain que celui de la Chine ; une demande énergétique qui, si elle va croître de manière spectaculaire (+164 % entre 2004 et 2030), restera très inférieure à celle de la Chine (en 2030 : 29 millions équivalents-barils/jour contre 52)⁹³ ; une superficie plus importante de terres arables (de l'ordre de 25 %) ; une classe moyenne parlant anglais (la plus grande communauté anglophone du monde) ; un volume très important d'étudiants aux États-Unis (en 2006, 77 000 contre 63 000 étudiants chinois) ; des entreprises plus rentables et plus efficaces que celles de la Chine, où la rentabilité y est, en moyenne,

⁸⁴ David Simmons, « A comparative failure », *Asia Times*, 21 septembre 2007.

⁸⁵ Gnesotto & Grevi, op. cit., p. 167.

⁸⁶ *World Population Prospects*, op. cit., p. 4.

⁸⁷ Pan Zhongying, « The Dragon and the Elephant », *The National Interest*, mai-juin 2007, pp. 47-48.

⁸⁸ Gnesotto & Grevi, op. cit., p. 165.

⁸⁹ The Economist, « The world in 2026 », *The World in 2006*, p. 92. Les estimations en termes de PIB/PPA restent sujettes à caution, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international ayant récemment révisé à la baisse leur mesure des PIB/PPA chinois et indien.

⁹⁰ Arvind Virmani, *A tripolar century: USA, China and India*, Working Paper n° 160, Indian Council for Research on International Economic Relations, New Delhi, mars 2005, p. 23.

⁹¹ Goldman Sachs, *Dreaming With BRICs*, op. cit.

⁹² Virmani, op. cit., p. 25.

⁹³ UK Ministry of Defence, *The DCDC Global Strategic Trends Programme 2007-2036*, 2007, p. 33.

inférieure de moitié.⁹⁴ (La Chine doit investir 40 % de son PIB pour atteindre 10 % de croissance, tandis que l'Inde atteint 8 % de croissance en investissant 27 %.⁹⁵)

L'Inde dispose déjà d'une capacité de projection maritime bien supérieure à celle de la Chine, et entend développer cette capacité. Dès 2015, New Delhi devrait disposer d'une Marine plus respectable : deux porte-avions (dont un acheté à la Russie), 18 sous-marins, et 26 destroyers et frégates.⁹⁶ Elle a d'ores et déjà renforcé ses positions avancées en créant en 2002 son premier commandement interarmées, pour les îles Andaman et Nicobar (situées à 50 kilomètres des îles Cocos et à 70 kilomètres de l'Indonésie). Au vu de ses ambitions actuelles dans le domaine militaire, elle aura sans doute, comme son voisin du nord, développé des capacités de projection substantielles lui permettant d'affirmer ses intérêts dans les régions avoisinantes, notamment en Asie du Sud-Est.

Au bilan, l'Inde semble avoir toutes les chances d'être au moins aussi puissante que la Chine en Asie à l'horizon 2025.

1.4 – De forts risques de tensions et de conflits

La période qui nous sépare de 2025 devrait voir se développer significativement les tensions et les risques de conflits en Asie.

L'Histoire montre que **l'émergence d'une nouvelle grande puissance est généralement accompagnée, à un moment où à un autre, par une stratégie d'éviction du ou des concurrents dans son environnement régional immédiat**, avec le risque de réactions brutales de la part de ces concurrents. L'Histoire enseigne également que les périodes de transition d'un équilibre à un autre, ainsi que leurs anticipations par l'acteur dominant, sont souvent belligères.⁹⁷ D'ici 10 à 15 ans, le déclin du Japon et de la Russie face à des puissances en expansion telles que la Chine et l'Inde pourrait exacerber les tensions ; les puissances déclinantes sont souvent agressives. En outre, l'émergence de deux puissances de rang mondial est un événement historiquement exceptionnel.

Ces leçons de l'Histoire sont d'autant plus troublantes que **l'Asie fait face à une situation inédite pour elle : celle de voir l'Inde, le Japon et la Chine être puissants dans la région au même moment, au moins temporairement**. Historiquement, le Japon et la Chine n'ont jamais été dominants ensemble. De même, la montée en puissance à la fois simultanée et multiforme (économique, politique, militaire) de l'Inde et de la Chine est en fait un phénomène historiquement sans précédent. La comparaison faite parfois avec l'émergence simultanée de l'Angleterre victorienne et de la Prusse wilhelminienne, peu rassurante, doit être relativisée : l'émergence de la Chine et de l'Inde se fait lentement, donnant la possibilité au système international de « s'ajuster ». Mais

⁹⁴ Entre 1999 et 2003, les entreprises indiennes dans six secteurs industriels clés (automobile, télécoms, etc.) fournissaient un « retour sur investissement » supérieur de 80 à 200 % aux entreprises chinoises. Minxin Pei, « The Dark Side of China's Rise », op. cit.

⁹⁵ Minxin Pei, « Au-delà de la croissance chinoise », *Le meilleur des mondes*, n° 3, printemps 2007, p. 33.

⁹⁶ International Institute for Strategic Studies, « India's naval posture: looking East », *Strategic Comments*, volume 11, Issue 6, août 2005.

⁹⁷ Dale C. Copeland, *The Origins of Major War* (Ithaca, NY: Cambridge University Press, 2000) ; Robert Gilpin, *War and Change in World Politics* (Cambridge: Cambridge University Press, 1981).

cette comparaison ne rend pas compte d'un facteur essentiel : la mitoyenneté des deux géants de l'Asie, avec ses contentieux frontaliers et politiques.⁹⁸

Comme on le sait, **l'interdépendance économique croissante des pays d'une zone donnée n'est en rien une garantie d'évolution pacifique** dans la région. Cette thèse d'origine libérale a été souvent démentie par les faits au cours de l'Histoire (et notamment, bien sûr, en Europe au début du XX^e siècle). Le poids des passions nationalistes l'emporte fréquemment sur la rationalité économique. Et l'interdépendance peut générer des vulnérabilités stratégiques, aiguissant ainsi les rapports de forces.⁹⁹ On peut ajouter que le commerce apparaît en Asie comme le vecteur privilégié d'une croissance rapide destinée à maximiser le revenu national : or celui-ci peut être réinvesti en partie dans les outils d'influence, notamment militaires.¹⁰⁰ Ainsi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner, par exemple, de ce que l'accroissement de l'interdépendance économique du Japon avec les autres pays d'Asie, notamment la Chine, dans les quinze dernières années, se soit conjugué avec une amplification des tensions politiques avec ses voisins. Pour ce qui concerne l'avenir, il ne fait guère de doute que l'interdépendance entre la Chine et Taiwan ne pèserait guère dans les calculs de Pékin si une opération militaire devait être considérée comme indispensable pour empêcher l'île de prendre sa pleine indépendance.

Au vu des gigantesques besoins de l'Asie en ressources naturelles, la possibilité de voir un conflit éclater en raison de la compétition pour l'accès à ces ressources n'est pas à rejeter. Certes, la fluidité du marché mondial des hydrocarbures amène à considérer que l'hypothèse d'une « guerre pour le pétrole » (ou le gaz) n'a guère de sens. Mais **une puissance faisant face à de fortes pressions (embargos, refus de vente...) visant à freiner son expansion économique pourrait être tentée d'avoir recours à des mesures extrêmes** : ce fut, après tout, la cause principale de l'attaque de Pearl Harbor en 1941.

Enfin, **les arguments tendant à démontrer que les évolutions démographiques de l'Asie sont de nature à amoindrir les risques de conflit dans la région ne sont guère convaincants**. L'on dit parfois, en effet, qu'une population vieillissante et « embourgeoisée » pourrait être moins encline à voir les jeunes générations partir en guerre. Mais l'Histoire montre que ce n'est pas toujours le cas : l'Allemagne des années 1930 et la Serbie du milieu des années 1990 avaient des populations très « âgées ». De même, l'idée selon laquelle la ponction sociale résultant du vieillissement de la population pourrait affecter la croissance des budgets de défense, qui semble pertinente en Europe, ne tient pas compte de la volonté des gouvernements asiatiques de développer leur effort militaire. En outre, les pays ou régions les moins développés connaissent encore des taux de fécondité relativement importants. Enfin, comme on l'a souligné, les déséquilibres entre populations masculine et féminine, notamment en Chine et en Inde, vont générer des cohortes de jeunes gens n'ayant pas accès à la constitution d'une cellule familiale ; le nationalisme et la violence pourraient y être des exutoires.

⁹⁸ Il existe toutefois une limite à cette comparaison : pendant la montée en puissance des pays européens au XIX^e siècle, le capital accumulé était essentiellement d'origine nationale. Tellis (dir.), op. cit., p. 7.

⁹⁹ Tellis (dir.), op. cit., p. 5.

¹⁰⁰ Ibid., p. 10.

Les risques de conflit militaire majeur en Asie proviendront moins de la décision délibérée d'entrer en guerre que d'un incident mineur dans un contexte de fortes tensions, provoquant une dynamique d'escalade incontrôlée. On peut penser, *mutatis mutandis*, à l'exemple de l'incident du pont Marco Polo (7 juillet 1937).

1.5 – L'émergence de la Chine est-elle belligène ?

La République populaire de Chine (RPC) souhaite aujourd'hui, avant tout, réussir son « émergence » sur la scène internationale, concrétisée par les Jeux Olympiques de Pékin (2008) et l'Exposition Universelle de Shanghai (2009). Pourtant, **celle-ci est de nature à générer des tensions qui, dans un contexte de rivalités économiques et politiques, pourraient déboucher, *volens nolens*, sur des affrontements militaires.**

L'effort chinois de sécurisation des approvisionnements énergétiques s'effectue selon plusieurs axes : constitution d'une réserve stratégique de pétrole, avec l'aide de l'Arabie saoudite ; établissement de liens privilégiés avec certains pays d'Afrique (devenue la deuxième source d'approvisionnement en pétrole du pays) ; multiplication des points de passage des approvisionnements en hydrocarbures, pour réduire sa dépendance à l'égard du détroit de Malacca (projets de liaison Gwadar/Karakoram et de développement du corridor de l'Irrawady) ; étude, sans doute, de l'utilisation d'infrastructures portuaires civiles dans des pays amis à des fins militaires pour la sécurisation du transport maritime.¹⁰¹

En cherchant à maîtriser son environnement immédiat, Pékin met en œuvre une stratégie cohérente de développement de sphères d'influence de l'autre côté de ses frontières terrestres.¹⁰² Elle négocie avec ses voisins une politique de « frontières ouvertes », largement à sens unique. Cette politique débouche sur une empreinte économique de plus en plus forte sur certains territoires (Sibérie) et une tentative de « finlandisation douce » de l'Asie du Sud-est frontalière. La Chine tente de faire comprendre aux pays de la région que le maintien de leurs liens de sécurité avec les États-Unis aura un « coût ».¹⁰³

La stratégie chinoise d'influence en Asie-Pacifique marque des points. Les pays de la région, qui avaient apprécié l'attitude de Pékin lors de la crise financière de 1997, sont récipiendaires d'aides et de prêts sans condition qui aident la Chine à gagner du terrain au détriment des pays occidentaux. La Chine met également en œuvre une diplomatie culturelle proactive. Elle entend ouvrir une centaine d'instituts Confucius dans le monde.¹⁰⁴ Pour 2007, elle avait l'intention d'augmenter son budget d'action extérieure de 37 %.¹⁰⁵

¹⁰¹ L'option d'un percement de l'isthme de Kra au niveau de Pattani, idée déjà ancienne, reste très difficilement réalisable pour des raisons politiques et de coût – sauf peut-être sous la forme d'une très hypothétique *joint venture* avec le Japon.

¹⁰² Ross Munro, *China's Strategy Toward Countries on its Land Borders*, Final Report, Booz Allen Hamilton, septembre 2006.

¹⁰³ Victor Bulmer-Thomas, *Living with two megapowers: The world in 2020*, Valedictory lecture of outgoing director, Londres, Royal Institute for International Affairs, 6 décembre 2006, p. 11.

¹⁰⁴ Purnendra Jain & Gerry Root, « Beijing's Soft Power Offensive », *Asia Times Online*, 17 mai 2006.

¹⁰⁵ V.R. Raghavan, *Soft Power in the Asia Pacific*, Working paper, The Stanley Foundation, 31 mai 2007.

La Birmanie pourrait être en passe de devenir un véritable avant-poste militaire de Pékin, lui permettant de se positionner en cas de conflit avec l'Inde ainsi que de faire pression sur la Thaïlande. La Chine multiplie les grands projets civils et militaires sur l'ensemble de la côte. Le principal projet est le port en eaux profondes de Kyauk-Phyu, qui aurait pour vocation de désenclaver la province du Yunnan. Par ailleurs, la Chine et l'Inde sont en compétition pour le développement du port de Sittwe, avec un avantage, pour l'instant, pour New Delhi. Sur le plan strictement militaire, les doutes persistent sur la présence d'installations et/ou de personnel chinois sur l'île de la Grande Coco et dans le port de Hainggyi.¹⁰⁶ Les débats, réels, au sein de la junte birmane quant à la place peut-être excessive prise par la Chine dans le pays n'ont jusqu'à présent pas remis en cause cette influence.

La pénétration économique chinoise au Laos et au Cambodge est d'autant plus remarquable qu'elle se fait au détriment du Japon, traditionnel pourvoyeur de l'aide au développement de la région. En Indonésie, aux Philippines et au Viêt-Nam, l'influence chinoise tend à être perçue comme plus positive que par le passé.¹⁰⁷ Pékin a signé avec Djakarta un accord de partenariat stratégique en avril 2005. A Hanoï, M. Hu Jin-tao a récemment reçu un accueil beaucoup plus chaleureux que George Bush.¹⁰⁸

Depuis 1995, l'attitude de Pékin vis-à-vis de la mer de Chine du sud est devenue plus prudente et le « code de bonne conduite » adopté en novembre 2002 a, au moins provisoirement, calmé le jeu – d'autant plus que les réserves pétrolières de la région s'avèrent finalement assez limitées.¹⁰⁹

La Chine consolide ses liens avec le Pakistan (investissement dans la modernisation des chemins de fer pakistanais, port de Gwadar, projet de lien avec la route du Karakoram). **L'alliance sino-pakistanaise restera probablement solide.** Pour la Chine, cette alliance offre quatre atouts majeurs : une capacité d'équilibrage au sud-ouest de la puissance indienne ; un couloir stratégique pour le commerce et les approvisionnements ; un moyen de gérer l'islamisme militant au Sin-Kiang ; et la possibilité de disposer de facilités portuaires pour sa Marine. Ainsi est-il logique de prévoir que « *la Chine préférera probablement fonder sa sécurité en Asie du Sud sur un équilibre des pouvoirs avantageux, plutôt que prendre le risque de mettre en danger cette structure pour s'attirer les bonnes grâces de l'Inde* ». ¹¹⁰ Force est donc de constater que **la relation entre les deux pays est en fait moins déséquilibrée qu'il n'y paraît, et il n'est pas certain que le Pakistan soutiendrait activement Pékin en cas de conflit sur Taiwan** – d'autant plus qu'il n'y a plus de garantie d'assistance chinoise à Islamabad en cas de conflit avec

¹⁰⁶ Voir Andrew Selth, « Chinese whispers: the Great Coco island mystery », BurmaNetNews, 9 janvier 2007. Sur les indices de présence de l'APL dans différentes installations de la côte birmane voir Munro, op. cit.

¹⁰⁷ Eric Teo Chu Cheow, *Sino-Japanese Relations: Conflict Management and Resolution*, Silk Road Paper, Central Asia-Caucasus Institute, décembre 2006, p. 67. La méfiance vietnamienne à l'égard de la Chine n'a pas disparu pour autant. Les deux pays sont en compétition au Laos, et le contentieux relatif aux îles Paracel (occupées depuis 1974) et Spratly demeure.

¹⁰⁸ Teo Chu Cheow, op. cit., p. 78.

¹⁰⁹ Ralf Emmers, *The De-escalation of the Spratly Dispute in Sino-Southeast Asian Relations*, Working Paper n° 129, S. Rajaratnam School of International Studies, 6 décembre 2007.

¹¹⁰ Voir John W. Garver, « The Future of the Sino-Pakistani Entente Cordiale », in Michael R. Chambers (dir.), *South Asia in 2020: Future Strategic Balances and Alliances* (Carlisle: Strategic Studies Institute, 2002), p. 441.

l'Inde. Enfin, le Pakistan pourrait être, à l'horizon considéré, un « réservoir » de main-d'œuvre pour une Chine qui serait passée à un stade supérieur de production industrielle.¹¹¹

Pékin courtise également le Bangladesh (avec lequel un accord destiné à intensifier la coopération de défense de 2002 lui a permis de devenir son premier fournisseur d'armes, et où elle participe au développement du port de Chittagong), le Sri Lanka (projet de développement du port de Hambantota), le Bhoutan (où elle aide au développement du réseau routier¹¹²), et le Népal (pour lequel Pékin contrebalance de manière bienvenue les pressions en faveur du retour de la démocratie).¹¹³

Mais le pays le plus **susceptible d'entrer de plain-pied dans la sphère d'influence chinoise est peut-être la Corée du Sud**, qui, outre les liens historiques et la proximité géographique, partage avec Pékin une méfiance vis-à-vis, d'une part, de l'attitude américaine envers la Corée du Nord, et, d'autre part, du renouveau du nationalisme japonais. Il est sans doute trop tôt pour dire que la Corée pourrait bien reprendre sa place traditionnelle de « *premier tributaire de l'empire* ». ¹¹⁴ D'autant plus que le scrutin de décembre 2007 a montré qu'être favorable au maintien de l'alliance avec les Etats-Unis n'était aucunement un obstacle pour être élu président de la République. Mais la jeunesse sud-coréenne montre des signes inquiétants de forte défiance à l'égard de l'Amérique.¹¹⁵

Pour l'heure, cette montée en puissance de la Chine dans la région s'effectue de manière pacifique, et il n'y a pas de raison de penser que Pékin pourrait souhaiter qu'il en aille autrement dans les années qui viennent. **Les risques de crise sérieuse impliquant la Chine proviendront essentiellement de « dérapages »** dans un contexte de tensions générées par la compétition politique et économique entre les pays de la région, les contentieux historiques et territoriaux (notamment lorsque l'accès aux hydrocarbures est en cause, comme en mer de Chine), le comportement des migrants, ou encore l'impact écologique de la croissance chinoise : détournement ou rétention des eaux (Inde), tempêtes de sables et pluies acides (Japon), pollution des fleuves (Russie)... Dans ce contexte, **l'escalade incontrôlée d'une crise à partir d'un incident maritime ou aérien est sans doute le scénario le plus susceptible de générer un conflit impliquant la Chine.**

¹¹¹ Marchand, op. cit., p. 328.

¹¹² La Chine entretient encore un contentieux territorial avec le Bhoutan.

¹¹³ *China's Strategy of Containing India*, PINR Report, 6 février 2006.

¹¹⁴ Eric Teo Chu Cheow, *Sino-Japanese Relations: Conflict Management and Resolution*, Silk Road Paper, Central Asia-Caucasus Institute, décembre 2006, p. 52. Le « révisionnisme » historique chinois agace toutefois les Sud-Coréens (insistance de Pékin sur le caractère chinois des territoires de l'ancien royaume de Koguryo, contestation en retour par Séoul de la légitimité de la convention de Kando, par laquelle, en 1909, le Japon avait cédé à la Chine une partie de la Mandchourie coréenne) ; et les deux pays se disputent la souveraineté du rocher de Socotra (Suyan/leodo).

¹¹⁵ Voir par exemple « South Korean Opinion Polls : Majority Favors Nuclear Weapons ; 1980s Generation Questions US Ties », *WMD Insights*, décembre 2005-janvier 2006.

1.6 – 2025 : des États-Unis encore en position dominante

En 2025, aucune puissance asiatique ne sera réellement en mesure de contester la prééminence américaine.

1.6.1 – Les raisons de croire à la prééminence américaine à l'horizon 2025

Le dynamisme démographique de l'Amérique reste intact. En 2025, les États-Unis pourraient être le seul pays développé dont la population en âge de travailler sera encore en croissance.¹¹⁶ De 305,8 millions d'habitants en 2007, l'Amérique passera à 402,4 millions en 2050 – et **restera ainsi le troisième pays le plus peuplé au monde.**¹¹⁷ L'ONU prévoit que les États-Unis resteront pour longtemps la terre d'élection des migrants, et devraient accueillir en moyenne pas moins d'un million et demi d'entre eux par an d'ici 2050.¹¹⁸

L'économie du pays se caractérise par un **très fort investissement sur l'avenir**. L'Amérique investit 2,7 % de son PIB dans la recherche et le développement. Elle représente plus du tiers (35 %) de la dépense mondiale dans ce domaine.¹¹⁹ (La dépense chinoise équivaut à moins d'un dixième de la dépense américaine.¹²⁰) Elle se caractérise également par une part très élevée des industries de haute technologie dans la production industrielle (23 %, juste derrière la Corée du Sud). Son économie demeure la plus compétitive du monde.¹²¹ La réactivité du modèle économique américain aux crises reste également frappante, comme l'a montré il y a quelques années l'affaire Enron. Cette réactivité illustre plus généralement la capacité de la société américaine à se réinventer en permanence, qui n'a pas d'équivalent en Asie. Le poids du dollar dans les transactions internationales reste entier, et la prééminence de la monnaie américaine n'est pas près d'être contestée.¹²² La monnaie américaine représente aujourd'hui 68 % des réserves de change du monde. Elle est utilisée pour 50 % des transactions commerciales internationales. Près de la moitié des obligations internationales sont libellées en dollars. L'Amérique, grâce à son système financier qui lui donne un avantage comparatif important sur le reste du monde, émet de la dette à bon marché, et achète des titres à rendement supérieur.¹²³

¹¹⁶ Projections du *US Census Bureau* citées in Nicholas Eberstadt, « 'Demographic Exceptionalism' in the United States : Tendencics and Implications », *American Enterprise Institute*, janvier 2007.

¹¹⁷ *World Population Prospects*, op. cit., p. 46.

¹¹⁸ *Ibid.*, p. 4. Il y a aujourd'hui environ 36 millions d'étrangers aux États-Unis, dont sans doute quelques 12 millions illégaux.

¹¹⁹ UNESCO, *Unesco Science Report 2005*, 2005. En 2004, cette dépense était de 290 milliards (Adam Segal, « Is America Losing Its Edge ? », *Foreign Affairs*, novembre-décembre 2004).

¹²⁰ Council on Foreign Relations, *US-China Relations: An Affirmative Agenda, A Responsible Course, Report of an Independent Task Force*, 2007, p. 12.

¹²¹ International Institute for Management Development, « The world competitiveness scoreboard 2007 », *IMD World Competitiveness Yearbook 2007*, p. 7.

¹²² Jeremy W. Peters, « Reports of dollar's death greatly exaggerated, currency experts say », *The International Herald Tribune*, 2 janvier 2007.

¹²³ Daniel Cohen, « L'Odyssée du dollar faible », *Le Monde*, 17 janvier 2007.

Les États-Unis ont encore aujourd'hui un niveau de dépendance énergétique vis-à-vis de l'étranger (environ 32 % de leur consommation finale) beaucoup moins fort que les autres grandes puissances économiques. La production nationale couvre toujours 41 % de leur consommation de pétrole et 82 % de leur consommation de gaz.¹²⁴

La proportion d'Américains bénéficiant d'une éducation de niveau au moins secondaire est sans équivalent au sein de l'OCDE.¹²⁵ Ce n'est pas un hasard si le niveau moyen des connaissances scientifiques de la population est supérieur à celui des Asiatiques.¹²⁶ L'Amérique investit 2,6 % de son PIB dans l'éducation supérieure (contre 1,1 % pour le Japon).¹²⁷ Toutes les études indiquent que la grande majorité des meilleures universités du monde sont américaines. Au cours du XX^e siècle, les chercheurs américains ont remporté une proportion croissante des prix Nobel scientifiques : un septième entre 1901 et 1945, la moitié entre 1945 et 1975, et pas moins des deux-tiers depuis 1975. Un tiers des articles publiés dans les domaines scientifique et technologique sont signés par des auteurs américains.¹²⁸ La porosité entre la recherche fondamentale et ses applications pratiques est particulièrement forte aux États-Unis ; il n'y a pas d'équivalent dans le monde aux institutions telles que le *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) ou le *California Institute of Technology* (Caltech).¹²⁹ La capacité d'innovation se développe rapidement dans les économies d'Asie. Mais **l'aptitude américaine à valoriser cette innovation et à l'intégrer dans le système de production restera sans doute inégalée pour longtemps.**

La prééminence américaine sur l'Internet reste impressionnante par le nombre de serveurs (80 % du total mondial), et les sites les plus visités (68 %). Et l'atout majeur que représente la langue anglaise contribue à la pérennisation de l'attractivité du modèle universitaire américain. En dépit d'une chute passagère due à l'effet du post-11 septembre 2001, les États-Unis continuent d'accueillir la moitié des émigrants de formation supérieure dans le monde. (Ceux-ci représentent, sur place, pas moins de 42 % des résidents étrangers.)

Si la Chine peut devenir « l'atelier » du monde et l'Inde son « bureau », les États-Unis resteront donc, à l'horizon considéré, son « université » et son « laboratoire d'idées ».

Sur le plan militaire, la dépense américaine (606 milliards de dollars) ne représente que 3,8 % du PIB américain (contre 11,7 % pendant la guerre de Corée) et 20 % du budget fédéral (contre 60 % en 1956), et **reste une ponction très largement supportable pour l'économie américaine.** Cet investissement de longue date donne aux États-Unis

¹²⁴ *US Energy Information Administration*, 2007. Cédric de Lestrangé, « Les États-Unis entre inertie et dynamisme énergétique », *Questions internationales*, n° 24, mars-avril 2007, p. 62.

¹²⁵ Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), *OECD in Figures 2006-2007*, p. 54.

¹²⁶ Jon D. Miller, « The Measurement of Civic Scientific Literacy », *Public Understanding of Science*, vol. 7, n° 3, pp. 203-217.

¹²⁷ Fareed Zakaria, « How Long Will America Lead The World? », *Newsweek*, 12 juin 2006, p. 39.

¹²⁸ Daniel S. Greenberg, *Science, Money, and Politics : Political Triumph and Ethical Erosion* (Chicago : Chicago University Press, 2001), p. 477.

¹²⁹ Ann Finkbeiner, *The Jaxons. The Secret History of Science's Postwar Elite* (Kirkwood: Penguin Books, 2006), pp. 229-230.

aujourd'hui le « *commandement des espaces communs* », selon l'expression de l'analyste Barry Posen.¹³⁰ De même que l'Angleterre dominait les mers au XIX^e siècle, l'Amérique domine aujourd'hui non seulement les océans mais aussi la sphère aérospatiale (air et espace extra-atmosphérique : sur les 845 satellites connus aujourd'hui en orbite, 443 (soit 53 %) appartiennent aux États-Unis ou sont exploités par eux. L'investissement du Pentagone sur les hautes technologies est inégalé (70 milliards de recherche et développement en 2005). **Seule l'Amérique dispose d'une capacité de projection de forces lui permettant de déployer en quelques semaines plusieurs centaines de milliers d'hommes sur un théâtre donné, capacité appuyée par un réseau de bases sans aucun équivalent dans le monde.** Une trentaine de pays accueillent en permanence un contingent américain significatif.¹³¹ L'Amérique est enfin la seule puissance nucléaire qui soit techniquement en mesure de menacer tout autre État doté d'armes nucléaires d'une frappe préemptive « désarmante » ; sa supériorité relative sur ce plan est bien plus forte qu'elle ne l'était au temps de la Guerre froide.¹³² L'ensemble de ces capacités lui permet de rester le premier protecteur militaire du monde, avec un réseau d'alliances de défense sans équivalent dans le monde : une cinquantaine de pays sont aujourd'hui protégés par les États-Unis en vertu d'un traité bilatéral ou multilatéral – sans compter ceux qui font l'objet d'une protection plus informelle. Et si l'on y ajoute l'ensemble des partenariats privilégiés conclus par Washington dans le domaine de la défense, **près de la moitié des pays du monde (84 sur 192) peuvent être considérés comme alliés ou amis des États-Unis, soit une proportion bien supérieure à ce qu'elle était au temps de la Guerre froide.**¹³³

1.6.2 – Comparaison Chine/États-Unis à l'horizon 2025

En 2025, le PIB chinois ne sera que de 6,4 trillions de dollars (en TCC), contre 22,3 pour les États-Unis.¹³⁴ Il ne représentera que 13,7 % de la production mondiale, contre 27,3 % pour les États-Unis.¹³⁵ (Toutefois, dès 2017, la Chine pourrait avoir dépassé le PIB américain en PPP.¹³⁶) Certes, quinze ou vingt ans plus tard, Pékin pourrait véritablement « égaler » la puissance américaine.¹³⁷ En 2040, son PIB (en TCC) pourrait être équivalent à celui des États-Unis. Et en 2050, son revenu par habitant pourrait être comparable à celui des pays hautement industrialisés.¹³⁸ Mais à partir de 2040, la

¹³⁰ Barry Posen, « Command of the Commons. The Military Foundation of US Hegemony », *International Security*, vol. 28, n° 1, été 2003.

¹³¹ Chiffres de 2003. Tim Kane, *Global US Troop Deployment 1950-2005*, The Heritage Foundation, CDA06-02, 24 mai 2006.

¹³² Keir A. Lieber & Daryl G. Press, « The End of MAD? The Nuclear Dimension of US Primacy », *International Security*, vol. 30, n° 4, printemps 2006.

¹³³ Bradley A. Thayer, « In Defense of Primacy », *The National Interest*, novembre-décembre 2006, p. 34.

¹³⁴ The Economist Intelligence Unit / Global Insight.

¹³⁵ The Economist, « The world in 2026 », *The World in 2006*, p. 92. Chiffres donnés pour 2026.

¹³⁶ Ibid., p. 92.

¹³⁷ « 2040 Vision », *The Economist*, 16 septembre 2006, p. 12.

¹³⁸ National Intelligence Council, *Mapping the Global Future, Report of the National Intelligence Council's 2020 Project*, NIC 2004-13, décembre 2004, p. 33.

proportion d'individus de plus de 80 ans sera plus grande en Chine qu'aux États-Unis.¹³⁹ Et en 2050, leur nombre sera de 103 millions (contre 31 millions pour les États-Unis).¹⁴⁰

En 2025, la Chine ne sera pas, ou pas encore, une puissance militaire de rang mondial, de nature à contester la prééminence américaine. L'Armée populaire de libération (APL) sera certes dotée de capacités offensives très significatives (missiles balistiques et de croisière précis), et d'une Marine peut-être équivalente en nombre de bâtiments à celle des États-Unis. Mais elle n'aura pas la possibilité de contester le *leadership* américain, notamment en termes de capacité de projection de forces. **Les capacités chinoises de projection resteront limitées à son environnement immédiat, même si ses forces maritimes auront alors la possibilité d'opérer jusqu'au Golfe persique, et surtout de patrouiller régulièrement le long de la « deuxième chaîne d'îles »** (mer du Japon, mer des Philippines).¹⁴¹

La dépense chinoise de défense est notoirement difficile à évaluer. Elle est aujourd'hui comprise entre 85 et 125 milliards de dollars (estimations de la *Defense Intelligence Agency*, DIA, pour 2007).¹⁴² Les estimations quant à sa dépense militaire en 2025 vont de 185 milliards (en dollars 2001), selon la Rand Corporation, à une fourchette de 225 à 325 milliards de dollars, selon la DIA (en dollars 2005).¹⁴³ **Pékin commencera tout juste à bénéficier de plusieurs décennies d'investissement en capital dans la défense conventionnelle.** A partir de 2010-2015, elle devrait notamment disposer d'une dizaine de grands bâtiments de défense antiaérienne (dont les quatre destroyers de la classe *Sovremenny*) et de plusieurs dizaines de sous-marins modernes (*Kilo* russes, *Song* et *Yuan* à propulsion diesel/électrique, réputés très discrets). De même, elle sera sans doute devenue, à ce moment, la seconde puissance spatiale au monde (notamment si elle parvient à envoyer un homme sur la Lune dès 2024, objectif avoué), mais elle n'aura encore pas pu rattraper les quatre-vingt années d'investissement dans ce domaine dont auront bénéficié les États-Unis.

Elle continuera sans doute, dès lors, d'axer sa stratégie sur les moyens de neutraliser les capacités américaines de C4ISR (attaques informatiques, moyens ASAT, etc.), et de « contre-dissuader » les États-Unis à l'aide d'une capacité protégée de frappe en second qui reposera à l'horizon 2025 pour partie sur les missiles sol-sol (quelques dizaines de DF-31), et pour partie sur les missiles mer-sol (JL-2, avec au moins un bâtiment en permanence à la mer).

Ce n'est que dans le cas où la Chine concentrerait ses efforts sur les forces de projection à faible distance (environnement immédiat) qu'elle pourrait disposer, à l'horizon 2020, de forces « comparables » à celles des États-Unis, selon l'expression utilisée dans une publication récente de la Rand Corporation.¹⁴⁴

¹³⁹ Fareed Zakaria, « How Long Will America Lead The World? », *Newsweek*, 12 juin 2006, p. 39.

¹⁴⁰ *World Population Prospects*, op. cit., p. 4.

¹⁴¹ Marchand, op. cit., p. 236.

¹⁴² En dollars 2006. Office of the Secretary of Defense (2006), op. cit., pp. 26-27.

¹⁴³ *Forecasting China's Military Spending Through 2025*, Research Brief, Project Air Force, The Rand Corporation, RB-162-AF, 2005 ; Office of the Secretary of Defense, *Annual Report to Congress, The Military Power of the People's Republic of China 2005*, p. 21.

¹⁴⁴ Roger Cliff, Evan Medeiros, & Keith Crane, « Keeping the Pacific. An American Response to China's Growing Military Might », *RAND Review*, printemps 2007, p. 20.

Toutefois, selon une étude récente du *Council on Foreign Relations*, il n'y a pas de raison de penser que, même en 2030, la Chine pourrait être un « concurrent de rang égal » pour les États-Unis.¹⁴⁵

1.7 – Un engagement américain en Asie maintenu, mais des modalités ayant évolué

Depuis la *Quadrennial Defense Review* de 2006, la Marine américaine a « basculé » vers la région Asie-Pacifique. **A partir de 2010, plus de la moitié des forces sous-marines et de surface du pays seront affectées à cette zone (6 porte-avions et 31 SNA).** Le nombre total d'hommes stationnés dans la région est toutefois appelé à être réduit – quoique moins qu'en Europe : de 82 000 en 2005, ce nombre devrait passer à 60-65 000 en 2015.¹⁴⁶

En l'absence de rupture stratégique ou de conflit majeur, l'Amérique restera, en raisons de ses intérêts politiques, économiques et stratégiques, très présente en Asie, y compris en termes militaires. Elle y sera encouragée par les nombreux pays de la région qui, tout en souhaitant entretenir de bonnes relations avec Pékin, verront dans la présence américaine une assurance vis-à-vis du développement rapide de la puissance et de l'influence chinoises. De son côté, la Chine verra dans l'alliance nippo-américaine un moyen de contenir les ardeurs nationalistes du Japon.

Il est **peu probable que l'alliance avec la Corée du Sud soit maintenue à l'horizon considéré.** Ce pays est en effet susceptible, d'ici 2025, d'entrer de plain-pied dans la sphère d'influence chinoise. Outre les liens historiques et la proximité géographique, Séoul partage avec Pékin une méfiance vis-à-vis, d'une part, de l'attitude américaine envers la Corée du Nord, et, d'autre part, du renouveau du nationalisme japonais. La Corée du Sud est beaucoup moins dépendante économiquement des États-Unis que ce n'était le cas au temps de la Guerre froide. Le commandement unifié conjoint américano-sud-coréen (seul de son espèce hors OTAN) doit être dissout en 2012. La génération qui a vécu la guerre de Corée aura quasiment disparu à l'horizon 2025. (83 % de la population actuelle est née après 1953.) Il est possible, au demeurant, que la péninsule coréenne ait été unifiée d'une manière ou d'une autre d'ici là... Mais la « perte de Séoul » ne serait sans doute pas suffisante pour altérer l'équilibre global des forces dans la région.¹⁴⁷ **L'hypothèse d'une Corée unifiée ou confédérale conduirait sans doute au même constat – « non-alignement » du nouvel État – avec cette différence qu'elle permettrait sans doute au Japon, en cas de démantèlement vérifiable des capacités balistiques et nucléaires coréennes, de concentrer ses efforts sur la menace chinoise.**

Quoi qu'il advienne de l'alliance américano-sud-coréenne, il est **possible que les États-Unis aient cessé tout déploiement de forces terrestres significatives en Corée du Sud et au Japon.**¹⁴⁸ A la place, se dessinera un réseau de bases plus petites et plus

¹⁴⁵ Council on Foreign Relations, op. cit., p. 50.

¹⁴⁶ Environ 25 000 en Corée du Sud et au Japon, et 15 000 à Guam.

¹⁴⁷ Sur ce point, voir Robert J. Art, « Agreeing to Agree (and Disagree) », *The National Interest*, mai-juin 2007, pp. 33-39.

¹⁴⁸ Les principaux éléments du PACOM en Asie aujourd'hui sont : le commandement conjoint américano-sud-coréen ; le commandement du premier corps de l'armée de Terre dans le Pacifique (Japon) ; deux

disséminées, et un renforcement des points d'appui tels que Diego Garcia et surtout Guam, appelée à devenir à l'horizon 2015 le principal « porte-avions fixe » des États-Unis en Asie-Pacifique. Guam comprendra en permanence une division de l'armée de l'Air, dont une escadre de B52 et une de B2 (déployés pour la première fois sur l'île en 2005) ; une partie de l'une des deux forces expéditionnaires des *Marines* dont dispose le PACOM (8 000 soldats de la III MEF transférés depuis Okinawa en 2014) ; trois SNA ; et peut-être un groupe aéronaval, qui s'ajouterait à celui qui est traditionnellement basé au Japon (question en suspens pour des raisons de coût).¹⁴⁹ **Guam permet un accès à l'arc Japon-Taiwan-Philippines en trois heures par voie aérienne, et deux à trois jours par voie maritime.**

L'Inde, l'Australie et Singapour seront sans doute des points d'ancrage plus importants qu'ils ne le sont aujourd'hui. Singapour est en passe de devenir particulièrement important pour le PACOM : il s'agit en effet du **seul port non-américain du Pacifique pouvant accueillir un groupe aéronaval américain.**

L'alliance indo-américaine restera sans doute informelle et ne sera pas matérialisée par des engagements mutuels de défense, ni par une présence américaine sur le territoire de l'Union. La méfiance indienne vis-à-vis de tout ce qui pourrait sembler attenter à sa souveraineté demeurera, de même que sa méfiance vis-à-vis de l'ingérence américaine dans les affaires intérieures de pays de la région. Mais la solidité de cette alliance semble assurée par la grande convergence d'intérêts qui existe entre Washington et New Delhi : pour les deux pays, elle est une « *précaution stratégique* » vis-à-vis de la Chine.¹⁵⁰ Elle comprend en outre deux « *sources de ballast* » : le caractère démocratique des deux États, et la vigueur économique et politique de la communauté indo-américaine (deux millions de personnes).¹⁵¹ Ajoutons qu'au-delà du débat sur la dimension nucléaire de l'accord de 2005, le rapprochement entre les deux pays est très consensuel à Washington, contrairement à bien d'autres thèmes de politique étrangère.

Comme le souligne un analyste reconnu, au terme d'une étude approfondie des options de l'Inde à l'horizon considéré, « *l'alignement sur les États-Unis pourrait bien être l'option la plus attractive* » à l'horizon 2025.¹⁵² Pour autant, il n'est **pas certain que New Delhi soutiendrait d'emblée Washington en cas de conflit sur Taiwan.** En effet, elle ne pourrait s'opposer par principe à la revendication chinoise sans se déjuger, d'une certaine manière, sur la question du Cachemire. À l'inverse, un règlement à l'initiative de Pékin du contentieux territorial qui l'oppose à l'Inde pourrait comprendre un engagement de neutralité à propos de Taïwan.

En revanche, **la « double alliance » américaine en Asie du Sud aura sans doute vécu.** L'on voit mal, en effet, Washington maintenir sur le long terme son rapprochement de circonstance avec un Pakistan dont l'avenir apparaît de plus en plus incertain – d'autant

forces expéditionnaires des *Marines* (États-Unis et Japon, partiellement transférées à Guam) ; deux forces navales (Est et Ouest), et quatre divisions de l'armée de l'Air (Japon, Corée du Sud, Guam, Alaska).

¹⁴⁹ Le porte-avions *Kitty Hawk* stationné à Yokosuka doit être remplacé par le *George Washington* dès 2008. Beaucoup plus moderne, ce dernier, de la classe *Nimitz*, emporte un nombre supérieur d'aéronefs et, contrairement au *Kitty Hawk*, est à propulsion nucléaire.

¹⁵⁰ Robert D. Blackwill, « A Friend Indeed », *The National Interest*, mai-juin 2007, p. 19.

¹⁵¹ Blackwill, op. cit., p. 16.

¹⁵² Sumit Ganguly, « India's Alliances 2020 » in Chambers (dir.) op. cit., p. 378.

plus que la consolidation de l'alliance objective entre les États-Unis et l'Inde impliquera sans doute un tel choix pour dissiper la méfiance indienne.

En l'absence d'unification ou de guerre, Taiwan continuera à faire l'objet d'un engagement ambigu des États-Unis pour sa défense. La Thaïlande et les Philippines continueront de considérer leur alliance avec Washington comme une précaution vis-à-vis de l'influence chinoise. Pour autant, **les États-Unis n'auront sans doute pas levé certaines ambiguïtés concernant leurs engagements de défense envers ces deux pays** (ex : modalités d'assistance aux Philippines en cas de conflit en mer de Chine du sud : le traité de 1951 ne couvre en principe que le territoire philippin et les États-Unis sont généralement restés prudents quant à la possibilité de venir au secours de Manille en cas de crise en mer de Chine du sud¹⁵³).

L'ensemble formé par les États-Unis, l'Australie, le Japon, l'Inde et Singapour sera, à l'échéance considérée, le principal groupe de pays favorables aux intérêts occidentaux et méfiants vis-à-vis de l'expansion de la puissance et de l'influence chinoises.¹⁵⁴

- ➔ **L'avenir de l'alliance nippo-américaine paraît assez assuré.** Le choix politique du resserrement des liens avec Washington, dans un contexte de plus en plus caractérisé par la « double menace » (Chine et Corée du Nord), n'est pas contesté dans l'opinion – contrairement à ce qui était souvent le cas au cours de la Guerre froide. Plus de 75 % des Japonais se sentent aujourd'hui « proches » des États-Unis.¹⁵⁵ Du côté américain, le traité de sécurité entre les deux pays reste l'axe incontournable de leur politique stratégique en Asie. Les liens politiques et économiques entre les deux pays sont sans équivalent dans la région, et la protection de l'archipel reste sans doute la seule manière d'assurer que le Japon ne développera pas un arsenal nucléaire. La réduction des forces terrestres stationnées sur l'archipel nippon est largement « compensée » par le rapprochement des structures de commandement et le déploiement des défenses antimissiles.

- ➔ **Le Japon et l'Australie resserrent leurs liens :** effort commun d'assistance après le tsunami de 2004, protection des forces japonaises par l'Australie en Irak, établissement d'un « dialogue stratégique trilatéral » entre Washington, Tokyo et Canberra en mars 2006, et signature d'un important pacte de sécurité (*Joint Declaration on Security Cooperation*) en mars 2007 – qui n'est pas sans rappeler, à certains égards, les liens tissés entre la Turquie et Israël dans les années 1990. L'Australie et le Japon seront sans doute devenus d'importants « fournisseurs de sécurité » dans la région, notamment pour les opérations d'évacuation des ressortissants, de maintien de la paix, et de sécurisation des voies maritimes.

¹⁵³ Voir Zalmay Khalilzad et al., *The United States and Asia. Toward a New US Strategy and Force Presence*, MR-1315-AF (Santa Monica: The RAND Corporation, 2001), p. 53.

¹⁵⁴ Sur le pacte de sécurité voir Rod Lyon, *Japan, Australia and the changing security order in Asia*, Policy Analysis 7, Australia Strategic Policy Institute, 22 mars 2007.

¹⁵⁵ Enquête annuelle du gouvernement, 2006.

- ➔ **L'Inde est de plus en plus associée aux trois pays.** Depuis 1995 (initiation de la *Look East Policy*), New Delhi et Tokyo se sont rapprochés. Ils ont initié un « partenariat stratégique » fin 2006, et les responsables japonais n'hésitent plus à parler de « *valeurs universelles partagées* » entre les deux pays. Un premier exercice naval impliquant les forces américaines, indiennes et japonaises a eu lieu en avril 2007. Le rapprochement des quatre pays (parfois appelé « Quad démocratique ») a été encouragé par M. Abe avec un fort contenu idéologique.¹⁵⁶
- ➔ Enfin, **Singapour semble devoir naturellement rejoindre cette alliance informelle.** L'Inde a autorisé les forces aériennes de Singapour à stationner de manière permanente sur la base de Kalaikunda (une première pour New Delhi, qui n'avait jamais donné une telle autorisation à un pays étranger).¹⁵⁷ Les cinq pays ont procédé pour la première fois ensemble à un exercice militaire (« Malabar-2007 ») dans le Golfe du Bengale en septembre 2007, destiné à la sécurisation des voies de communication.

Le rôle américain de « stabilisateur » de l'Asie est donc appelé à continuer à l'horizon 2025. Il pourra, le cas échéant, se doubler d'une **fonction médiatrice entre ses différents alliés et amis.** Par exemple, l'on peut imaginer Washington comme arbitre d'un différend entre la Corée du Sud et le Japon, comme cela a fréquemment été le cas en Europe entre la Grèce et la Turquie.

1.8 – Conclusion de la première partie

En l'absence – par définition dans ce scénario – de rupture stratégique majeure, l'Asie en 2025 fait apparaître une rivalité entre deux puissances devenues majeures, la Chine et l'Inde, une méfiance vis-à-vis de la puissance chinoise de la part du Japon mais aussi de la Russie. **Il n'y aura pas d'alliance formelle antichinoise dans la région,** mais il ne fait guère de doute que l'Inde, le Japon, l'Australie et Singapour compteront sur les États-Unis pour les aider à contenir la puissance chinoise. A certains égards, **les choix stratégiques de Moscou apparaissent donc comme une variable-clé pour déterminer ce que seront les équilibres de puissance dans la région.**

¹⁵⁶ L'Inde cherche également à resserrer ses liens avec Taiwan (création du *Taiwan-India Cooperation Council* en février 2006, invitation du candidat du Kuomintang en juin 2007).

¹⁵⁷ « Inde-Singapour », *TTU*, n° 644, 17 octobre 2007, p. 3.

2 – Les scénarios alternatifs

2.1 – *L'hypothèse d'un conflit Inde/Chine*

Depuis la visite de M. Vajpayee à Pékin en juin 2003, les relations entre les deux pays se sont nettement réchauffées. Le premier exercice naval conjoint a eu lieu en novembre de la même année. Le col de Nathu La a été rouvert en juillet 2006 après une fermeture de 44 ans. Le commerce bilatéral est en pleine expansion. La visite de M. Hu Jin-tao à New Delhi en novembre 2006 a été la première de ce niveau depuis dix ans. Et la Chine attend de l'Inde qu'elle facilite son accès aux ports du Bangladesh via le futur prolongement de la ligne ferroviaire Qinghai-Tibet à travers le Népal.

Pourtant, il est peu probable que l'on en revienne à la « grande amitié » (largement artificielle au demeurant) des années 1950. Les barrières géographiques et culturelles, le soutien constant de la Chine au Pakistan, et le renforcement de la relation stratégique américano-indienne sont autant d'obstacles à l'émergence d'un authentique partenariat entre les deux pays. **Les relations sino-indiennes restent structurellement compétitives** et les sources de tensions sont nombreuses.

Pour la Chine, l'Inde est potentiellement un grand marché pour ses biens de consommations, de nature à réduire sa dépendance vis-à-vis du marché intérieur américain.¹⁵⁸ Mais Pékin pose comme condition à la signature d'un accord commercial bilatéral la reconnaissance par New Delhi de son statut d'économie de marché ; or l'Inde craint d'être envahie par les produits chinois.¹⁵⁹

Pékin s'oppose fermement à l'entrée de l'Inde comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Dans la culture stratégique chinoise, l'image d'une Inde expansionniste et prompte à utiliser la force est profondément ancrée.¹⁶⁰ De son côté, New Delhi se perçoit victime d'une stratégie délibérée d'encerclement.¹⁶¹

En dépit de la déclaration bilatérale de principe d'avril 2005 (visite en Inde de M. Wen Jia-bao), les efforts de règlement des contentieux frontaliers ont jusqu'à présent été vains. L'Arunachal Pradesh est toujours revendiqué par la Chine. Juste avant la visite de Hu Jin-tao en novembre 2006, l'ambassadeur chinois en Inde, M. Sun Yuxi, avait réaffirmé la revendication de souveraineté de Pékin sur l'intégralité du territoire.¹⁶² Pendant la visite, un journal chinois avait opportunément publié un article historique prétendant que Nehru avait trompé Zhou Enlai et entendait soutenir le combat du Dalaï-lama pour l'indépendance.¹⁶³ La Chine tient tout particulièrement à la zone du

¹⁵⁸ Sunanda K. Datta-Ray, « The latest version of the Great Game », *The International Herald Tribune*, 21 avril 2005.

¹⁵⁹ Julien Bouissou, « Polémique en Inde... sur la Chine », *Le Monde*, 10 mai 2007.

¹⁶⁰ Voir sur ce point Andrew Scobell, « 'Cult of Defense' and 'Great Power Dreams': The Influence of Strategic Culture on China's Relationship With India », in Chambers (dir.), op. cit., pp. 344-345.

¹⁶¹ Thèse explicitement mentionnée dans la doctrine maritime (*Indian Maritime Doctrine*) publiée par New Delhi en 2004.

¹⁶² Ravi Velloor, « China and India Reaffirm Claims to Disputed State », *Straits Times*, 15 novembre 2006.

¹⁶³ Gareth Price, *China and India: Cooperation and Competition*, Asia Program Briefing Paper, ASP BP 07/01, Royal Institute for International Affairs, mai 2007, p. 2.

monastère de Tawang, lieu de naissance du sixième Dalai-lama.¹⁶⁴ Le raidissement de la position chinoise sur l'Arunachal Pradesh est confirmé par plusieurs articles et prises de positions officielles depuis la fin 2006.¹⁶⁵ Par ailleurs, en août 2007, Pékin a exigé le démantèlement de deux bunkers indiens situés au Sikkim, ce qui a suscité des doutes quant à son acceptation de la souveraineté indienne sur ce territoire. (L'Inde n'accepte pas l'idée d'un « swap Est-Ouest », mais accepte celle d'un abandon mutuel des revendications.)

Sur le plan économique, malgré de timides efforts de coopération dans le domaine de l'énergie (cf. *joint venture* en Syrie, par exemple), les deux pays restent avant tout des concurrents (cf. lutte d'influence en Birmanie, par exemple).

L'évaluation très perceptive faite conjointement par un auteur indien et un auteur chinois en 2003 reste donc pleinement valable : « *En raison du legs de l'histoire, y compris la guerre sino-indienne de 1962, des différends territoriaux non résolus, et du facteur pakistanais, la méfiance mutuelle et les mauvaises interprétations sont profondes. Au niveau stratégique, il existe une tendance à considérer l'évolution des enjeux de sécurité, au niveau global et régional, en termes de jeu à somme nulle. Ceci transparait clairement dans les écrits des analystes des questions de sécurité, tout au moins en ce qui concerne la littérature publique dans les deux pays, qui sur-interprète ou interprète de manière erronée les intentions et les motivations de l'autre partie. En raison de la faible ampleur de l'interaction économique (et du caractère négligeable des enjeux existants) et des contacts entre les personnes, les relations sino-indiennes tendent à être vues essentiellement à travers un prisme stratégique, au détriment, pour l'essentiel, des autres éléments de la relation bilatérale* ». ¹⁶⁶

Tout se passe comme si l'un et l'autre souhaitent avant tout, pour l'heure, éviter qu'une rivalité bilatérale ne vienne gêner leur émergence économique et politique. Mais cette émergence comprend le développement de moyens de défense clairement destinés à contrer l'autre.¹⁶⁷

A moyen terme, soit à l'horizon 2015-2020, il existe ainsi la possibilité d'un véritable refroidissement, voire d'une glaciation des relations entre les deux pays, en raison d'enjeux régionaux ou de ressources, ce qui pourrait créer les conditions d'un affrontement militaire. Dès lors que Pékin et New Delhi auront pris confiance, chacune de leur côté, en leurs capacités militaires, le risque d'une épreuve de force pourra alors exister. L'Inde aura alors, comme son voisin du nord, développé des capacités de projection substantielles lui permettant d'affirmer ses intérêts dans les régions avoisinantes.

Les mesures de confiance et de sécurité restent largement symboliques, de l'avis même des meilleurs observateurs.¹⁶⁸ **Un conflit entre l'Inde et la Chine pourrait débiter**

¹⁶⁴ « India-China Competition Revealed in Ongoing Border Disputes », PINR Report, 9 octobre 2007.

¹⁶⁵ Ibid.

¹⁶⁶ Waheguru Pal Singh Sidhu & Jing-dong Yuan, *China & India. Cooperation or Conflict ?* (Boulder : Lynne Rienner, 2003), p. 160.

¹⁶⁷ Ashley J. Tellis (dir.), *Strategic Asia 2006-2007*, Carnegie Endowment for International Peace, 2006, p. 18.

¹⁶⁸ Sidhu & Yuan, op. cit., p. 133s.

par un geste perçu, à tort ou à raison, comme une provocation délibérée par l'une ou l'autre partie.

- ➔ Un incident naval dans le Golfe du Bengale, dans un contexte de rivalité pour l'accès aux ressources en hydrocarbures de la Birmanie, pourrait en être le prétexte – notamment dans la mesure où la Chine aura sans doute, à l'horizon 2025, la possibilité de déployer dans la durée des forces navales à proximité du territoire indien. La Birmanie est en effet le théâtre privilégié de la compétition d'influence entre les deux pays – avec, sans doute, un activisme pakistanais dans le pays, toléré sinon encouragé par Pékin. Les îles Andaman pourraient être un enjeu majeur en cas d'affrontement.

- ➔ La possibilité d'un conflit aéroterrestre ne peut pas être écartée. Un tel conflit pourrait avoir pour origine un accrochage entre les forces terrestres de deux parties le long de la Ligne de contrôle effectif (*Line of Actual Control*) dans un contexte de tensions au Tibet. Ces tensions pourraient naître de la succession du Dalaï-lama, ou des projets chinois de diversion et/ou d'aménagement des fleuves du plateau tibétain.¹⁶⁹ Une autre hypothèse verrait la Chine tenter d'affaiblir la position indienne en cas de crise militaire ouverte avec le Pakistan, au cours de laquelle celui-ci se trouverait en difficulté. Dans tous les cas, **sans vouloir la guerre, l'une ou l'autre des deux parties pourrait être tentée de donner une « leçon » à l'autre et, renforcer ses positions frontalières à cet effet.** La ligne de chemin de fer Golmud-Lhasa permettrait une mobilisation rapide des forces chinoises, et Pékin a récemment installé quatre nouvelles bases aériennes au Tibet.¹⁷⁰ New Delhi, de son côté, entend en retour renforcer les infrastructures militaires de la région afin de lui permettre d'acheminer rapidement des renforts. La dynamique d'escalade serait assez forte. Pour la Chine, la région de Tawang serait sans doute un objectif privilégié. L'Inde, pour sa part, pourrait être tentée de neutraliser les infrastructures chinoises dans la région du Ladakh chinois, occupée depuis la guerre de 1962. En fait, chacun des deux pays chercherait sans doute à conclure le conflit en des termes favorables pour lui, en essayant de dépasser le *statu quo* territorial.

La dynamique militaire entre les deux pays dépendrait en partie de leurs anticipations relatives à la capacité chinoise d'une « première frappe désarmante » contre l'Inde. A court et moyen termes (2010-2020), cette possibilité semble réelle : Pékin dispose de suffisamment de missiles à moyenne portée pour neutraliser la capacité indienne de riposte. A moyen et long termes (2015-2025), le développement par New Delhi d'une capacité limitée de frappe en second aura réduit la marge de manœuvre de Pékin.

De son côté, New Delhi viserait sans doute, pour reprendre les termes d'un analyste indien, « *tout ce que les Chinois ne pourraient pas se permettre de perdre dans une compétition avec les États-Unis* ». Cette conception est très proche de celle qui avait été développée par le Royaume-Uni au cours de la Guerre froide.

¹⁶⁹ L'Inde avait vu les inondations de l'Arunashal Pradesh en 2000 comme la conséquence d'une mauvaise gestion d'un barrage sur le Tsangpo. Price, op. cit., p. 9.

¹⁷⁰ Subhash Kapila, *China's infrastructures development in the Western regions: strategic implications*, SAAG Papers, n° 210, 15 mars 2001 ; « India-China Competition Revealed in Ongoing Border Disputes », PINR Report, 9 octobre 2007.

En cas de conflit, il ne fait pas de doute que les États-Unis chercheraient alors à effectuer une médiation entre les deux pays. Mais il est loin d'être certain que Pékin accepterait de voir Washington jouer un tel rôle.

Une vraie guerre ouverte entre l'Inde et la Chine reste une hypothèse extrême. Il n'y a pas, entre les deux pays, d'enjeu symbolique de nature à attiser les passions (comme c'est le cas entre l'Inde et le Pakistan, ou entre la Chine et Taiwan), et la géographie ne favoriserait pas un affrontement aéroterrestre majeur. Mais un **conflit limité reste possible.**

2.2 – L'hypothèse d'un conflit Chine/États-Unis

Les relations entre la Chine et les États-Unis sont maintenant entrées dans une phase marquée tout autant par la coopération que par la compétition.

La coopération existe dans le domaine de la gestion des crises et du contre-terrorisme. Et à l'horizon 2025, le scénario de « connivence » sino-américaine, voire de « condominium » sur l'Asie n'est pas à exclure. Comme le remarquent certains analystes, les deux pays sont finalement assez proches dans leurs attitudes respectives au regard de deux grands dossiers : l'adoption de règles internationales contraignantes dans le domaine de l'environnement, et le renforcement des instruments multilatéraux de gouvernance mondiale.¹⁷¹ Le maintien de la liberté de circulation maritime et la stabilité des États de la région (Corée du Nord, Pakistan, Indonésie...) sont des intérêts communs, pouvant faire l'objet d'actions communes. Et les États-Unis pourraient devenir un important fournisseur alimentaire du pays au regard de ses besoins futurs – ce qui rééquilibrerait les échanges commerciaux bilatéraux.

Mais la logique de compétition semble toutefois devoir l'emporter. Pékin a le sentiment que Washington cherche de plus en plus à « endiguer » son influence croissante sur les pourtours de son territoire, en renforçant depuis 2001 ses alliances formelles et informelles en Asie du Sud (Inde, Afghanistan, Pakistan), en Asie du Nord-est (Japon, Taiwan), en Asie du Sud-est (Singapour), et dans le Pacifique (Australie). Il est évident que, sur le long terme, la stratégie de Pékin est de voir le reflux de la puissance militaire américaine dans sa région.

Selon des sources taiwanaises, l'APL verrait d'un bon œil un « Yalta du Pacifique » dans lequel le Pacifique Ouest serait sous tutelle américaine, et le Pacifique Est sous tutelle chinoise...¹⁷² Il faut en tout état de cause **s'attendre à ce que le Pacifique occidental soit de plus en plus un théâtre de rivalités sino-américaines**, notamment au fur et à mesure de l'expansion chinoise dans la région.¹⁷³

L'interdépendance économique entre les deux pays est, pour Pékin, à la fois une obligation (faiblesse relative de la consommation interne, d'où obligation d'exporter largement) et un choix (maximisation des liens entre les deux pays pour tenter de

¹⁷¹ Victor Bulmer-Thomas, *Living with two megapowers: The world in 2020*, Valedictory lecture of outgoing director, Londres, Royal Institute for International Affairs, 6 décembre 2006, p. 12.

¹⁷² « Pékin plaide pour un 'Yalta du Pacifique' », *TTU (Très Très Urgent)*, n° 649, 21 novembre 2007, p. 4.

¹⁷³ Sur ce sujet voir Thomas Lum & Bruce Vaughn, *The Southwest Pacific: US Interests and China's Growing Influence*, CRS Report for Congress, RL34086, 6 juillet 2007.

réfréner la tentation du « *containment* »).¹⁷⁴ Mais l'économie chinoise est, de ce fait, plus vulnérable que celle des États-Unis aux fluctuations du commerce extérieur, et une baisse des importations américaines – suite, par exemple, à une récession majeure – aurait des conséquences négatives pour Pékin.¹⁷⁵ Le Congrès américain pourrait imposer des mesures protectionnistes au motif, par exemple, des risques sanitaires ou de sécurité susceptibles d'être causés par certains produits manufacturés chinois. Les investissements chinois en Amérique latine, s'ils devaient s'intensifier, seront certainement, de plus en plus, stigmatisés par le Congrès. Enfin, dans l'hypothèse future d'importations alimentaires massives de la part de la Chine, Washington pourrait y voir un levier à actionner pour faire pression sur Pékin le moment venu – comme cela avait été le cas vis-à-vis de Moscou dans les années 1980. **Les questions commerciales pourraient facilement devenir un puissant « irritant » pour la relation bilatérale, de nature à favoriser la méfiance entre les deux pays – et ainsi le raidissement mutuel en temps de crise.** Par exemple, le Congrès américain pourrait limiter les ventes de céréales à la Chine (comme les États-Unis l'avaient fait pour l'URSS après l'invasion de l'Afghanistan).

Par ailleurs, la question de la répression religieuse est de plus en plus sensible aux États-Unis, en raison de la croissance de l'évangélisme en Chine (qui a sans doute désormais la **deuxième population évangélique au monde**).¹⁷⁶

Enfin, si Pékin atteignait son objectif d'envoyer un homme sur la Lune en 2024, **l'impact psychologique sur la classe politique américaine serait extrêmement fort.** Si les États-Unis avaient alors réussi leur pari du retour sur la Lune à ce moment (la date-cible de la NASA est actuellement 2018), le sentiment de compétition ne manquerait pas de se développer. Dans le cas inverse, ce serait un choc considérable pour la puissance américaine.

Il est possible de construire de multiples hypothèses de conflit entre les États-Unis et la Chine, et les exemples du passé (bombardement de l'ambassade de Chine à Belgrade en 1999, atterrissage forcé d'un avion EP-3 à Hainan en 2001) montrent que les deux pays ne savent pas encore bien gérer les « accidents » de leur relation bilatérale. **A l'horizon considéré, un incident impliquant les forces navales des deux pays en mer de Chine du sud fait à l'évidence partie des scénarios concevables, y compris indirectement – par exemple entre forces chinoises et philippines dans la zone des îles Spratly.** La mer de Chine du sud fait partie, dans son intégralité, de la « première ligne de défense » de la RPC.¹⁷⁷ En outre, Pékin revendique officiellement 80 % de cet espace (loi de 1992).

Un autre scénario, probablement plus lointain, verrait les États-Unis, à la suite d'évolutions politiques leur ayant permis de dicter leur conduite à l'Iran ou l'Arabie Saoudite, en situation de dénier à la Chine l'accès aux hydrocarbures du Golfe persique, menace qui pourrait être agitée à l'occasion de tensions en Asie.

Mais le principal scénario de conflit États-Unis/Chine concerne bien entendu Taiwan.

¹⁷⁴ Ashley J. Tellis (dir.), *Strategic Asia 2006-2007*, Carnegie Endowment for International Peace, 2006, p. 11.

¹⁷⁵ Ratio volume du commerce / PIB (2005) : Chine 65,3 %, États-Unis 23,7 %. Ashley J. Tellis (dir.), *op. cit.*, p. 13.

¹⁷⁶ Christopher Marsh, « Kings of the East. American Evangelicals and US China Policy », *The National Interest*, automne 2005.

¹⁷⁷ Office of the Secretary of Defense, *op. cit.*, p. 16.

Les risques de conflit impliquant l'île iront sans doute croissant : au fur et à mesure que l'île développe une identité nationale propre, les chances d'une unification volontaire diminueront ; de son côté, Pékin commencera à disposer, à l'horizon 2015-2020, de moyens diversifiés pour une action de coercition à l'égard de Taïpeh. En octobre 2007, environ 1 000 missiles CSS-6 et CSS-7 étaient déjà déployés sur la côte.¹⁷⁸ A cette capacité s'ajoutent, outre les forces navales décrites plus haut, des bombardiers H-6 récemment modernisés et dotés de missiles air-sol YJ-63 d'une portée de 200 kilomètres.¹⁷⁹

Pékin attendra sans doute les années 2010-2015, après les Jeux de Pékin et l'Exposition de Shanghai, et lorsque ses forces de projection commenceront à prendre de l'ampleur, **pour accentuer sa pression sur Taïwan**. (Une analyse officielle taïwanaise de 2007 indiquerait que la Chine aurait les moyens dès 2010 d'entreprendre une action à grande échelle contre Taïwan, et les moyens dès 2015 de maîtriser l'issue d'un conflit.¹⁸⁰) L'APL a d'ailleurs pour ambition d'être en position de force, du point de vue militaire, au regard de Taïpeh, aux environs de 2012. Les faiblesses de l'investissement de défense taïwanais, ces dernières années, pour des raisons de politique intérieure, rendent ce scénario possible.¹⁸¹

L'année 2012 pourrait être un rendez-vous important : cette année-là, en effet, devrait avoir lieu un renouvellement quasi-simultané des élites politiques des trois acteurs concernés.

Sauf déclaration unilatérale d'indépendance de la part de Taïwan, Pékin préférerait sans doute avoir recours à des moyens non militaires (attaque informatique massive¹⁸²) ou à une application progressive de la force (blocus maritime) plutôt qu'à une offensive militaire classique : une opération amphibie serait particulièrement risquée, et son succès reposerait sur la capacité de la RPC à disposer de la supériorité aérienne.¹⁸³ Toutefois, l'emploi à grande échelle des missiles balistiques serait une option concevable. Une autre option pourrait être une « prise de gage » sur certains îlots revendiqués par la RPC tels que Taiping (archipel des Spratly), ou encore les Pratas, en mer de Chine du sud, qui disposent d'un aéroport militaire.¹⁸⁴ Pékin évaluerait ensuite très attentivement la réaction américaine avant de poursuivre.

Un acte caractérisé d'agression de la part de Pékin impliquerait sans aucun doute une riposte militaire américaine. Mais **des scénarios plus complexes pourraient susciter**

¹⁷⁸ Selon la DIA, le rythme de déploiement était de plus de 100 par an ces dernières années, et environ 900 missiles étaient déployés en octobre 2006. Office of the Secretary of Defense, Annual Report to Congress, *Military Power of the People's Republic of China 2007*, Département de la défense, 2006, p. 3.

¹⁷⁹ Andrei Chang, « China attains nuclear strategic strike capability », *UPI Asia Online*, 8 septembre 2007.

¹⁸⁰ Stéphane Marchand, *Quand la Chine veut vaincre* (Paris : Fayard, 2007), p. 187.

¹⁸¹ Sur ce thème voir Justin Logan & Ted Galen Carpenter, *Taiwan's Defense Budget. How Taipei's Free Riding Risks War*, The Cato Institute, 13 septembre 2007.

¹⁸² En juillet 2006, Taïwan a procédé à un exercice d'entraînement (« Hankuang ») destiné à tester la résistance des infrastructures de l'île à une cyber-attaque massive qui serait le prélude à une offensive de la RPC.

¹⁸³ Sur les chances de succès de ces différentes options voir Richard C. Bush & Michael O'Hanlon, *A War Like No Other. The Truth about China's Challenge to America* (Hoboken : John Wiley & Sons, 2007).

¹⁸⁴ L'armée taïwanaise s'est installée en 1989 sur l'île principale des Pratas (Tungsha). Les Pratas commandent l'accès par le sud au détroit de Formose.

une hésitation de la part de Washington, notamment si la Chine tentait de dissuader les États-Unis par des attaques informatiques affectant la vie quotidienne de la population américaine. (Aujourd'hui, les Américains seraient opposés à 61 % à l'idée de déployer des forces armées si la Chine envahissait Taiwan.¹⁸⁵) D'autant plus que Washington semble avoir fait savoir aux dirigeants chinois que les États-Unis s'abstiendraient de défendre l'île si celle-ci altérait le *statu quo* de manière unilatérale.¹⁸⁶

La riposte américaine porterait sans doute d'abord sur la capacité de Pékin à mener des opérations offensives contre Taiwan. Mais elle pourrait ensuite, en tant que de besoin, cibler les approvisionnements de la Chine (mesures d'interdiction à la sortie du détroit de Malacca, par exemple).

Face à une réaction offensive américaine, la peur de la défaite – avec ses conséquences sur la légitimité du Parti et de l'APL – serait en effet susceptible de provoquer l'emploi du nucléaire en premier par Pékin. « *La question de Taiwan (...) génère une telle ferveur qu'un comportement irrationnel concernant l'emploi des armes nucléaires ne peut pas être exclu.* »¹⁸⁷ **L'option préférentielle de la Chine serait sans doute celle d'un tir nucléaire d'avertissement (haute mer), d'un recours à l'effet IEM, ou d'une frappe contre un groupe aéronaval** (encore que cette option, plus difficile qu'il n'y paraît, supposerait qu'elle dispose à ce moment des moyens de C3R appropriés).

La riposte américaine à un tir nucléaire chinois ne serait pas nécessairement nucléaire ; elle pourrait consister en une frappe conventionnelle massive sur les bases et les centres de commandement des régions côtières. Mais la destruction des principaux centres de commandement chinois impliquerait un engagement dans la profondeur du territoire. « *Comment finir une guerre avec la Chine ?* » s'interrogent à juste titre les stratèges américains.¹⁸⁸ On est tenté de dire : « **comment finir une guerre avec la Chine sans poser la question du changement de régime, ni monter aux extrêmes nucléaires** ». La communication entre les trois acteurs, et leur bonne compréhension des intentions des deux autres, déjà difficile en temps de paix, pourrait être particulièrement problématique en temps de guerre. Et le système chinois, en raison de son caractère collectif et consensuel, se prête mal à une bonne communication de crise avec les responsables américains – sans compter que le rôle de l'appareil militaire au cours d'un conflit avec Taiwan pourrait avoir évolué. (On se souvient à cet égard des difficultés qu'avaient les responsables américains, pendant la crise de Cuba, à « décoder » l'évolution des équilibres politiques à Moscou à travers les messages de Krouchtchev.)

Du côté américain, l'option d'un emploi en premier ne serait pas totalement exclue dans l'hypothèse d'une attaque-surprise massive de la part de Pékin. Dans un tel cas de figure, en effet, le PACOM pourrait mettre plusieurs semaines à acheminer les renforts nécessaires.¹⁸⁹ (D'où le débat mentionné plus haut sur le stationnement d'un second groupe aéronaval en Asie : un porte-avions basé à Guam ne mettrait que

¹⁸⁵ Enquête du Chicago Council on Foreign Relations citée in Lampton, op. cit., p. 119.

¹⁸⁶ C'est le sens du message que Brent Scowcroft aurait délivré à Jiang Zemin en 2001 à la demande du président Bush. Voir Bob Woodward, *State of Denial* (New-York : Simon & Schuster, 2006), p. 33.

¹⁸⁷ Bruce G. Blair & Chen Yali, « The Fallacy of Nuclear Primacy », *China Security*, automne 2006, pp. 71-72.

¹⁸⁸ Michael Vickers in Robert D. Kaplan, « How we would fight China », *The Atlantic Monthly*, juin 2005.

¹⁸⁹ Depuis les États-Unis, des renforts maritimes mettraient deux semaines à arriver.

deux jours pour rallier le détroit de Formose, contre au moins une semaine depuis Hawaï.¹⁹⁰)

A partir de 2015-2020, la Chine disposera d'une capacité de « contre-dissuasion » stratégique bien supérieure à celle d'aujourd'hui, en raison de l'amélioration de son aptitude à la survie : au moins une vingtaine de missiles sol-sol mobiles DF-31, et sans doute au moins un, sinon deux SNLE de type *Jin* à la mer en permanence ou en alerte haute.¹⁹¹ Dans l'esprit des dirigeants chinois, sa vulnérabilité sera alors suffisamment réduite pour que les États-Unis ne puissent plus agiter la menace d'une frappe préemptive désarmante en cas de conflit.¹⁹²

La stabilité de crise au cours d'un affrontement Chine/États-Unis dépendrait de la manière dont les deux pays considéreraient la faisabilité et la probabilité d'une telle frappe préemptive désarmante. A l'horizon considéré, un tel calcul prendrait en compte (1) la capacité américaine d'interception de la riposte chinoise, et (2) l'hypothèse d'une frappe conventionnelle et non nucléaire. Aujourd'hui, une telle option impliquerait sans doute une frappe nucléaire opérée par un SNLE doté de missiles Trident-2D5 déployés dans le Pacifique et/ou d'un petit nombre de bombardiers B2.¹⁹³ (Cette frappe devrait sans doute être d'ampleur significative en raison notamment du besoin de prendre en compte les silos factices. Mais les évaluations publiques faites par certains experts américains semblent excessivement catastrophistes.¹⁹⁴)

Pour la Chine, le choix d'une escalade nucléaire sur le territoire américain impliquerait sans doute de cibler en priorité – pour des raisons politiques plus que techniques – des objectifs tels que **Guam ou Hawaï**.

La plupart des acteurs extérieurs souhaiteraient rester à l'écart d'un affrontement ouvert entre les États-Unis et la Chine à propos de Taiwan.

- ➔ Il est très peu probable que la **Russie** soutiendrait la Chine. On a parfois vu dans le scénario de l'exercice « Mission de paix 2005 », qui de manière peu transparente évoquait une invasion de Taiwan, une préfiguration de ce que serait l'attitude de la Russie en cas de conflit. De l'avis d'experts russes, M. Poutine avait accédé à la demande chinoise en simple témoignage de bonne volonté (et en insistant pour qu'il se tienne dans la province de Shandong, et non, comme le demandaient les Chinois,

¹⁹⁰ Cliff et al., op. cit., p. 23.

¹⁹¹ La DIA estimait en 2006 que deux SNLE de la classe Jin seraient opérationnels en 2020.

¹⁹² Les États-Unis devraient disposer en 2011 de 54 intercepteurs GBI en Californie et en Alaska ; en 2025, on peut imaginer que ce nombre puisse avoir été doublé, ce qui leur donnerait la possibilité entre 20 et 100 missiles.

¹⁹³ Keir A. Lieber & Daryl G. Press, « US Nuclear Primacy and the Future of the Chinese Deterrent », *China Security*, hiver 2007, pp. 66-89.

¹⁹⁴ En prenant en compte 20 détonations au sol de 455 kilotonnes (énergie maximale présumée de l'arme W88) l'hypothèse « de base » de l'étude FAS/NRDC arrive à un total de 11,2 millions de morts – soit une option sans doute inacceptable pour un Président américain à titre de première frappe. Voir Hans M. Kristensen, Robert S. Norris, & Matthew G. MacKinzie, *Chinese Nuclear Forces and US Nuclear War Planning*, Federation of American Scientists and Natural Resources Defense Council, novembre 2006. Mais la destruction des silos de DF5 n'exigerait sans doute pas une telle combinaison.

dans celle du Zhejiang¹⁹⁵). Il est peu probable que Moscou mettrait en danger sa relation avec les États-Unis pour le prix de l'amitié chinoise.

- ➔ L'attitude du **Japon** dépendrait largement de celle des États-Unis. S'il ne fait pas de doute que Tokyo aurait à cœur de prendre les mesures défensives nécessaires pour limiter les risques de dérapage de la crise (protection des eaux territoriales et de l'espace aérien), et se verrait sans doute contraint à honorer d'éventuelles demandes de la part de Washington pour prix du maintien de sa propre garantie de sécurité (cf. attentes américaines implicites dans les directives conjointes de 1997), le Japon ne prendrait sans doute pas de mesures offensives.
- ➔ La **Corée du Sud** resterait probablement à l'écart. C'est en tout cas ce qu'a semblé dire M. Roh en 2005.¹⁹⁶
- ➔ L'**Inde** resterait prudente. Elle espérerait peut-être ressortir « gagnante » d'un éventuel affaiblissement de la Chine. New Delhi regarde la question taiwanaise avec un œil sur le Cachemire ; on voit mal comment le pays pourrait se ranger aux côtés des États-Unis au cours d'une telle crise. Mais New Delhi pourrait tout autant monnayer sa neutralité auprès de Pékin ; le prix d'une telle neutralité pourrait être élevé (désengagement chinois au moins partiel, du Pakistan, soutien explicite de la Chine à la position indienne sur le Cachemire...).¹⁹⁷
- ➔ La réaction de l'**Australie** dépendrait probablement de la manière dont la crise a éclaté. En 1996, à l'occasion de la crise sino-américaine, Canberra avait soutenu les États-Unis en envoyant deux navires de guerre dans le détroit de Formose. Mais en 2004, Alexander Downer, ministre des Affaires étrangères, a suggéré que le pays pourrait s'abstenir de soutenir Washington en cas de conflit avec la Chine causé par une déclaration unilatérale d'indépendance.¹⁹⁸ Cette position, qui s'est avérée extrêmement populaire (72 % d'opinions favorables¹⁹⁹), est conforme à l'exercice d'équilibre auquel se livre Canberra, qui tient au maintien de ses liens de défense avec Washington mais ne souhaite pas, pour autant, se mettre à dos une Chine de plus en plus présente physiquement (immigration) et commercialement (premier partenaire de l'Australie depuis 2006) sur le territoire.
- ➔ Le **Pakistan** pourrait se voir demander par la Chine de mobiliser une partie de ses forces afin de « fixer » les forces indiennes à l'ouest, pour s'assurer que New Delhi ne serait pas tenté de profiter de la situation d'une manière ou d'une autre. Mais Islamabad sait que la Chine a tout autant besoin du Pakistan que l'inverse, et Pékin ne donne plus, dans son discours public en tout cas, d'engagement de défense à Islamabad. Il est donc loin d'être certain que le Pakistan se rangerait automatiquement aux côtés de Pékin.

¹⁹⁵ Frédéric Bobin, « Pékin cherche à embarquer Moscou dans sa croisade anti taiwanaise », *Le Monde*, 25 août 2005.

¹⁹⁶ BBC World, « South Korean President Reject Regional Expansion of US Military Role », 8 mars 2005.

¹⁹⁷ Voir John W. Garver, « The Future of the Sino-Pakistani Entente Cordiale », in Chambers (dir.), op. cit., p. 458.

¹⁹⁸ Stuart Harris, « L'ami américain et le client chinois », *Alternatives Internationales*, septembre 2007, p. 39.

¹⁹⁹ Enquête citée in Bush & O'Hanlon, op. cit., p. 151.

Tout conflit mettant en jeu les États-Unis et la Chine serait de nature à escalader rapidement au regard de l'ampleur des enjeux sous-jacents : pour Washington, la crédibilité de ses engagements de défense dans la région, et donc son avenir en Asie²⁰⁰ ; pour Pékin, la légitimité du Parti et de l'Armée, et donc son avenir tout court.

Les scénarios de crise conduits par les experts américains indiquent que les deux parties seraient sans doute, à tort, excessivement confiantes dans la capacité de l'autre partie à interpréter correctement les signaux et les messages envoyés.²⁰¹ De plus, la Chine semble sujette à une sous-estimation des réactions adverses. (Par exemple, elle ne semble pas estimer que le Japon soutiendrait militairement les États-Unis dans un conflit à propos de Taiwan, et fait preuve de confiance dans sa capacité à saturer les futures défenses antimissiles japonaises.²⁰²) Si les deux parties cherchaient sans doute à éviter l'ascension aux extrêmes, la dynamique d'escalade serait donc néanmoins forte.

2.3 – L'hypothèse d'un conflit Japon/Chine

Les tensions entre Tokyo et Pékin semblent désormais être de nature structurelle. Les crises ponctuelles se multiplient (coupe d'Asie, 2004 ; affaire des manuels, 2005...). En Chine, le Japon sert volontiers de bouc émissaire « *auprès d'une jeunesse frustrée dans ses aspirations par la nature du régime, et qui trouve dans l'antijaponisme un exutoire commode et 'politiquement correct'.* (...) *Le patriotisme antijaponais joue également un rôle de facteur d'unification en direction des 'compatriotes de Taiwan', des habitants de Hong Kong et, dans une moindre mesure toutefois, de certaines communautés de Chinois d'outre-mer.* ».²⁰³ Il est vrai que la légitimité du PCC provient au moins en partie de son rôle de défenseur des intérêts nationaux lors de la guerre contre le Japon.²⁰⁴

Il existe un vrai malentendu entre les deux pays : « (...) *pour les élites et l'opinion chinoises, une nouvelle phase des relations sino-japonaises pourrait être le début d'un véritable processus de séparation aux niveaux gouvernemental et sociétal, et alors que le Japon cherche à rejeter le passé, pour la Chine il s'agit de commencer enfin l'examen des liens historiques, processus en état d'hibernation depuis 1972.* ».²⁰⁵

Les enquêtes d'opinion indiquent une **dégradation considérable de l'image de la Chine au Japon**. Entre 1988 et 2005, le pourcentage d'opinions favorables vis-à-vis de la Chine est passé d'environ 70 % à approximativement 30 %.²⁰⁶ 93 % des Japonais estiment que la montée en puissance militaire de Pékin est « une mauvaise chose ».²⁰⁷

²⁰⁰ Outre, bien sûr, les enjeux idéologiques (défense de la démocratie), économiques (Taiwan est le deuxième fournisseur des États-Unis en microprocesseurs), et militaires (accès de la Chine au Pacifique et aux côtes japonaises).

²⁰¹ Roberts, op. cit., p. 39.

²⁰² Brad Roberts, « Sino-Japanese Rivalry: The Military Dimension », in *Sino-Japan Rivalry*, op. cit., p. 32.

²⁰³ Voir Valérie Niquet, *Chine-Japon : l'affrontement* (Paris: Perrin, 2006), p. 135, et pp. 136-137.

²⁰⁴ Calder, op. cit., p. 133.

²⁰⁵ Christopher W. Hughes, *Japan-China Relations: Visions of the Past and Aspirations for the Future*, Paper prepared for the Conference on Northeast Asia's Strategic Balance, Paris, 28-29 septembre 2006.

²⁰⁶ Hughes, op. cit.

²⁰⁷ Enquête Pew Research Center de 2006 citée in Lampton, op. cit., p. 125.

Cette évolution va de pair avec une certaine distanciation de la jeunesse vis-à-vis de l'héritage culturel du pays : dans les *mangas* mettant en scène différentes populations asiatiques, les Japonais se représentent comme « occidentaux ».²⁰⁸

En Chine, à l'inverse, la jeunesse reste fascinée par la culture japonaise, ce qui est un motif d'embarras pour les autorités.²⁰⁹ Mais **le Japon n'en est pas moins considéré comme la première menace potentielle** à la fois par les élites (75 %, loin devant les États-Unis, 60 %) et par la population (73 %, contre 62 % pour les États-Unis).²¹⁰

L'évolution future des relations entre le Japon et la Chine pourrait faire naître des risques de crises sérieuses de deux manières différentes.

A court et moyen termes (2010-2020), les risques de heurts proviendront de la compétition entre deux puissances pour l'influence en Asie et l'accès préférentiel aux ressources en hydrocarbures de la région. Il est historiquement exceptionnel que la Chine et le Japon soient puissants ensemble. « (...) *la Chine et le Japon n'ont jamais été puissants au même moment : pendant des siècles, la Chine était forte alors que le Japon était pauvre, alors qu'au cours des 200 dernières années, la plupart du temps le Japon était puissant et la Chine faible* ». ²¹¹ La prédominance chinoise a généralement été la règle avant l'ère Meiji, et la prédominance japonaise depuis.²¹² Or « *ni Tokyo ni Pékin ne se satisfera d'être le numéro deux en Asie* ». ²¹³ Le contexte du développement rapide d'une Chine avide de ressources et de la permanence de contentieux territoriaux, ainsi que « *l'opposition radicale de deux conceptions du retour à la normalité* », ne peut qu'accroître les risques de heurts.²¹⁴

A moyen et long termes (2015-2025), la montée des tensions pourrait être alimentée par le probable déclin relatif du Japon, notamment en raison de la contrainte démographique. Dans ce contexte, trois facteurs sont de nature à accélérer le raidissement du Japon : (1) l'opposition continue de Pékin à l'accession de Tokyo au statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et l'obsession chinoise pour les « excuses » et les « réparations » ; (2) les incursions de la Chine dans l'espace maritime et aérien japonais ; (3) les effets écologiques négatifs sur le territoire japonais de la croissance chinoise (tempêtes de sable causées par la désertification, pluies acides). L'ampleur des investissements japonais en Chine est certainement de nature à limiter les risques de provocation ou d'escalade d'une crise du côté de Tokyo. Mais si le Japon devait effectivement connaître un déclin réel, cette interdépendance ne sera peut-être pas suffisante pour empêcher qu'un incident se transforme en crise grave. « *Comment le Japon, aujourd'hui deuxième économie mondiale, réagira-t-il à son*

²⁰⁸ « In dangerous waters », *The Economist*, 7 octobre 2006.

²⁰⁹ Niquet, op. cit., pp. 104-105.

²¹⁰ Enquête Horizon Research Consultancy Group, 2006.

²¹¹ James F. Hoge, Jr., « A Global Power Shift in the Making », *Foreign Affairs*, vol. 83, n° 4, juillet-août 2004.

²¹² Kent E. Calder, « China and Japan's Simmering Rivalry », *Foreign Affairs*, vol. 85, n° 2, mars-avril 2006, p. 129.

²¹³ Institute for National Strategic Studies, *Sino-Japanese Rivalry: Implications for US Policy*, INSS Special Report, National Defense University, avril 2007, p. 2.

²¹⁴ Niquet, op. cit., p. 204.

inexorable diminutio capitatis, démographique, économique et politique, face au géant chinois ? », s'interroge ainsi un analyste français.²¹⁵

Le principal scénario de conflit direct concerne la mer de Chine orientale. Les deux pays sont intéressés par l'exploitation des gisements de gaz et de pétrole qu'elle contient. Pékin estime qu'elle est souveraine dans cette région, le plateau continental – dont la limite est à 30 kilomètres d'Okinawa – étant un « prolongement naturel » de son territoire. Le contrôle de la zone serait également un atout crucial pour l'accès de sa marine militaire à la haute mer. Pour sa part, conformément au droit de la mer, Tokyo place la limite de sa zone économique exclusive (ZEE) sur une ligne médiane entre sa côte et celle de la Chine, à un peu plus de 300 kilomètres des côtes.²¹⁶ Les îles contestées de Diaoyu/Senkaku sont situées dans la zone.²¹⁷ La loi chinoise sur les eaux territoriales de 1992 mandate l'APL pour défendre les intérêts du pays sur les îles. **Taiwan les revendiquant également, Pékin pourrait tenter de faire « d'une pierre deux coups » en cas de conflit en créant un « front commun » contre l'adversaire héréditaire.**

Au printemps 2004, la Chine a entamé des actions concrètes pour y faire valoir ce qu'elle estime être ses droits : tentative de débarquement de « citoyens militants » (suite à laquelle Tokyo a placé les îles sous administration directe), et début d'exploration du champ gazier de Chunxiao/Shirakaba, à quelques kilomètres de la limite de la ZEE japonaise (avec une présence militaire régulière depuis 2005).²¹⁸ Les incidents se sont multipliés ces dernières années : selon l'Agence de défense japonaise, la défense aérienne du pays a été mise en alerte deux fois en 2003, 13 fois en 2004, et 107 fois en 2006. Le *Livre blanc sur la défense* de 2005 envisage une force de 50 000 hommes pour défendre les « îlots éloignés ». Pour la première fois depuis 1945, la mer de Chine orientale est devenue un terrain de manœuvres à la fois pour la Marine chinoise et pour la Marine japonaise.

En cas de conflit ouvert, le Japon n'aurait d'autre choix – sauf à avoir développé d'importants moyens offensifs d'ici là – **que de compter sur la protection américaine, notamment pour activer les défenses antimissiles du pays.** (Les missiles chinois stationnés en face de Taiwan peuvent atteindre une partie du territoire japonais.) Traditionnellement, les États-Unis s'abstenaient de prendre position dans la dispute entre les deux pays et ne s'engageaient pas à soutenir Tokyo en cas de conflit à propos des îles.²¹⁹ Mais leur position est récemment devenue plus ambiguë : la « doctrine Armitage » énonce en effet que le **traité nippon-américain couvre « tous les territoires sous administration japonaise »**. En outre, tant que les forces américaines seront présentes à Okinawa, les États-Unis seraient immanquablement impliqués dans un conflit, y compris en raison de la très grande proximité géographique des îles Senkaku/Diaoyu

²¹⁵ Pierre Buhler, « La montée en puissance de l'Asie », *Commentaire*, n° 111, automne 2005, p. 677.

²¹⁶ Soit moins de 200 milles nautiques, limite préconisée par la Convention de Montego Bay qui ne peut être applicable en l'espèce.

²¹⁷ Quatre îlots et trois rocs situés à 410 kilomètres d'Okinawa et 170 kilomètres de Taiwan, sur lesquels Tokyo avait affirmé sa souveraineté à la suite de la victoire de 1895. Ils ont été restitués par l'ONU et les États-Unis au Japon en 1972.

²¹⁸ La mer de Chine orientale comprend quatre champs gaziers principaux, dont deux (Chunxiao/Shirabaka et Longjing/Asunaro) se situent le long de la ligne médiane des ZEE.

²¹⁹ Voir Khalizad et al., op. cit., pp. 155-156.

(situées sur la même chaîne des Ryūkyū).²²⁰ Enfin, Tokyo ferait probablement savoir à Washington que la crédibilité de l'alliance entre les deux pays serait en jeu... **Pour toutes ces raisons, les États-Unis ne pourraient rester à l'écart d'un conflit entre la Chine et le Japon et seraient conduits à s'y impliquer militairement.**

Il existe une certaine « solidarité de pays démocratiques » entre le Japon et Taiwan, que le ministre des Affaires étrangères japonais de l'époque, M. Aso, n'avait pas hésité à qualifier de « pays » en 2006. Mais l'idée d'une alliance ne fait guère recette à Tokyo, et ne séduit que les indépendantistes à Taïpeh – outre que, comme on l'a dit, l'île revendique également les Senkaku/Diaoyu. Quant à la Corée du Sud, elle éviterait *a priori* probablement tout soutien ouvert, sauf s'il s'agissait d'une agression nord-coréenne.

2.4 – Les autres scénarios

2.4.1 – L'hypothèse d'un conflit Chine/Russie

La Chine et la Russie ont réglé en 2004 la plupart de leurs contentieux territoriaux, à l'exception de quelques points encore en litige (qui représentent quelques 3 % de la frontière). La crainte commune du fondamentalisme islamique et la méfiance vis-à-vis de la puissance américaine resteront à moyen terme des facteurs importants de convergence stratégique.²²¹ La Russie ne livre plus seulement des équipements militaires de seconde catégorie à la Chine, mais aussi des matériels sophistiqués. L'accès aux ressources de la région (bois, minerais, etc.) devient de plus important pour Pékin, et le marché chinois reste prometteur pour Moscou : la Chine pourrait représenter la moitié des exportations énergétiques russes en 2015.²²²

La plupart des analystes s'accordent pour dire que la présence chinoise en Extrême-Orient est encore relativement limitée : sans doute quelques 280 à 300 000 migrants à tout moment, mais la plupart d'entre eux de manière temporaire.²²³ Les mariages mixtes se multiplient, et les migrants sont relativement bien acceptés. L'investissement chinois en Extrême-Orient permet par ailleurs de maintenir à niveau la recherche russe.²²⁴

Toutefois, à plus long terme (2015-2020 et au-delà), l'hypothèse d'une crise sérieuse entre les deux pays est possible, même si son évolution vers un conflit militaire ouvert reste un scénario extrêmement peu probable.

A la différence des scénarios précédents, il n'y a pas entre la Russie et la Chine de « compétition de puissance » susceptible de générer des heurts sévères. C'est plutôt l'affaiblissement de l'un ou l'autre des deux pays – voire des deux simultanément – qui pourrait déboucher sur un conflit.

²²⁰ 27 000 hommes en 2007, présence appelée à être réduite.

²²¹ Voir Kyrre Braekhus & Indra Overland, *A Match made in Heaven? Strategic Convergence between China and Russia*, Working Paper 717, Norsk Utenrikspolitisk Institutt, 2007.

²²² Owen Matthews & Anna Nemtsova, « Fear and Loathing in Siberia », *Newsweek*, 27 mars 2006.

²²³ Herd & Sargsyan, op. cit., p. 60.

²²⁴ Matthews & Nemtsova, op. cit.

- ➔ Une Russie affaiblie et inquiète de la pénétration croissante de la Chine sur son territoire, au point d'avoir le sentiment que sa souveraineté est affectée, pourrait par exemple être tentée de limiter ses exportations d'hydrocarbures et de minerais pour faire pression sur Pékin, ce qui pourrait alors susciter une violente réaction de la part de la Chine. L'accroissement de la présence chinoise dans l'extrême orient russe se conjugue en effet avec la baisse drastique de la population russe dans la région. Durant les quinze dernières années, la population de l'Extrême-Orient russe a diminué de 20 % en raison de la baisse de la natalité et de l'émigration : elle était de 8 millions en 1990 et de 6,5 millions en 2006.²²⁵ Elle pourrait être de 4,5 millions en 2015.²²⁶ Le taux d'alcoolémie y est le double de la moyenne nationale. Et certains experts estiment que l'Extrême-Orient russe « *n'est plus connecté économiquement au reste de la Russie* ». ²²⁷ Il s'agit ici de ce que l'on pourrait appeler le « **scénario mandchou inversé** », en référence à la conquête de la Mandchourie par une Russie profitant de la faiblesse chinoise (traités de 1858 et 1860).²²⁸
- ➔ A l'inverse, une Chine affaiblie par une crise sévère de ressources pourrait voir dans la captation de l'Extrême-Orient russe le moyen de résoudre ses difficultés. (En cas de réchauffement planétaire significatif, la Sibérie aurait en effet un potentiel considérable de terres arables non exploitées.²²⁹)

Un prétexte possible pour une action militaire chinoise en territoire russe pourrait être, par exemple, une révolte locale contre les migrants chinois, à la suite d'un incident violent.

La Chine aurait sans doute les moyens de faire pression sur la Russie (capacité de mobilisation à la frontière) assez rapidement, pour des raisons géographiques. Les mesures de confiance agréées en 1996 – qui prévoient l'absence de forces militaires à moins de 150 kilomètres de la frontière – ont été suivies d'une constitution de forces du côté chinois, et à l'inverse d'une réduction des contingents stationnés du côté russe. L'hypothèse d'un recours à la menace d'emploi d'armes nucléaires sur le théâtre est fréquemment évoquée dans les cercles stratégiques russes ; la possibilité de voir Moscou recourir à des mines nucléaires de démolition sur certains points de passage de la frontière – possibilité évoquée depuis déjà plusieurs années par les experts américains du renseignement – n'est pas à exclure.

Il est utile de signaler, par ailleurs, qu'en dépit du règlement, sur le papier, des différends territoriaux entre les deux pays, certaines cartes représentent l'Extrême-Orient russe comme « chinois ». ²³⁰ En outre, les manuels scolaires mentionnent encore le « *vol* » de terres chinoises par la Russie.²³¹

²²⁵ Braekhus & Overland, op. cit., p. 25.

²²⁶ Ibid., p. 26.

²²⁷ Munro, op. cit., p. 12.

²²⁸ Braekhus & Overland, op. cit., p. 25.

²²⁹ Ibid., p. 15.

²³⁰ Selon une journaliste russe citée in Christopher Marsh, « Russia Plays the China Card », *The National Interest*, novembre-décembre 2007, p. 71.

²³¹ Max Verbitz, *Russian-Chinese Military Cooperation: Can a Bear Trust a Dragon ?*, Perspective, vol. 16, n° 3, mai 2006.

2.4.2 – *Les scénarios de réalignement de la puissance*

Il est possible d'imaginer des scénarios alternatifs de « réalignement des puissances ». De tels réalignements de puissance pourraient provenir de trois manières différentes :

- ➔ A la suite d'un conflit tel que ceux qui ont été décrits dans la partie précédente (ou encore un conflit entre l'Inde et le Pakistan), dès lors que l'un ou l'autre des principaux acteurs de la région aurait subi une « défaite » perçue comme telle, ou connu un affaiblissement tel qu'il remette en cause de manière significative et durable son poids et son influence dans la région.
- ➔ A la suite d'un effacement de la présence politique et militaire des États-Unis de la région. Une telle hypothèse ne pourrait probablement intervenir **qu'en réaction à un événement de rupture tel qu'un attentat NBC** sur le territoire américain conduisant au choix d'une politique volontairement isolationniste. Encore ce choix ne serait-il qu'une possibilité parmi d'autres – celle d'un déchaînement de la puissance militaire américaine le serait tout autant, sinon plus... Autant dire que **cette hypothèse apparaît, dans l'ensemble, très peu probable**. Elle serait toutefois extrêmement « dimensionnante » pour les équilibres de sécurité dans la région : le Japon et Taiwan seraient forcés de procéder à des révisions radicales de leurs politiques de défense (option nucléaire, alliance bilatérale formelle ?).
- ➔ A la suite d'une crise majeure impliquant l'effondrement d'un État-clé, et qui verrait deux au moins des principaux acteurs de la région engager une coopération de longue durée pour gérer une telle crise. (1) L'effondrement de la Corée du Nord, qui pourrait susciter une coopération de longue haleine entre les États-Unis et la Chine. Outre la sécurisation du complexe nucléaire du pays, les deux pays auraient à cœur de contenir les mouvements de population vers le nord et vers le sud – avec, pour ce qui concerne Pékin, un œil sur la réaction des quelques 2,2 millions de Chinois d'origine coréenne. Ce scénario pourrait bien entendu déboucher sur la réunification de la péninsule – encore que ce ne serait pas nécessairement à court terme. Dans cette hypothèse, **si une Corée unifiée passerait sans doute dans l'orbite de la Chine, elle libérerait, dans le même temps, des forces américaines pour la défense de Taiwan et du Japon**. (2) L'effondrement de l'Indonésie, qui pourrait susciter une telle coopération entre l'Inde et la Chine. (3) L'effondrement de la Chine, scénario extrême qui modifierait radicalement les perspectives géopolitiques du siècle qui vient. Il n'est pas certain que les États-Unis et leurs alliés dans la région y trouvent leur compte. **Une Chine « trop faible » pourrait être tout autant un problème pour l'Asie qu'une Chine « trop forte »**. « *Historiquement, c'est la faiblesse de la Chine qui a conduit au chaos en Asie. Lorsque la Chine était forte, et stable, l'ordre était préservé* ». ²³²

Suite à la matérialisation de l'une ou l'autre de ces hypothèses, **trois grands scénarios alternatifs au « scénario principal » décrit plus haut pourraient se réaliser** :

- ➔ Une « **paix chinoise** » en Asie orientale, ou à tout le moins une forme de « doctrine de Monroe », qui verrait la vassalisation de fait des deux Corée – voire de Taiwan et du Japon, **l'alternative pour eux étant de constituer une alliance formelle qui**

²³² David Kang, « Getting Asia wrong: The need for new analytical frameworks », *International Security*, vol. 27, n° 4, automne 2003.

serait alors, très probablement, assise sur une capacité nucléaire. Dans un tel contexte, l'Inde pourrait aller à la recherche de nouveaux partenaires : une Russie inquiète de la domination chinoise dans la région pourrait alors devenir un allié de fait de New Delhi.

⇒ Le même scénario en cas de **réunification de la Corée et de la Chine** laisserait le Japon en situation d'isolement. Dans la mesure où ce scénario irait de pair avec un retrait américain, le risque existerait d'une vraie crispation nationaliste, sans doute appuyée sur une capacité nucléaire.

- ➔ Le passage de l'Asie d'un système que l'on peut considérer comme « bismarckien » (équilibre fondé sur le caractère dominant de la puissance d'un pays, en l'espèce les États-Unis) à un **système de type « metternichien »** (équilibre fondé sur le concert des nations).
- ➔ Une « **paix démocratique** » en Asie générée par un affaiblissement voire un éclatement de la Chine. Dans ce scénario, les puissances dominantes seraient, outre les États-Unis, l'Inde et surtout le Japon, qui pourrait retrouver une position dominante en Asie du Nord-Est. Washington aurait sans doute alors à se constituer en « juge de paix » entre Séoul et Tokyo.

2.5 – Conclusion de la deuxième partie

Si l'hypothèse de conflit sino-américain à propos de Taiwan reste de loin la plus « dimensionnante » et la plus lourde de conséquences potentielles, il convient de garder à l'esprit deux éléments : (1) A l'horizon considéré, outre que la question de Taiwan pourrait être « réglée » de manière pacifique (négociation, effondrement de la Chine, évolution politique majeure du régime...), ce risque est **loin d'être le seul scénario crédible de conflit majeur** ; (2) Dans **tous les scénarios décrits ci-dessus, la Chine et surtout les États-Unis seraient très probablement impliqués**, y compris, dans plusieurs hypothèses, de manière militaire ; et l'on peine à imaginer un conflit majeur en Asie du Nord-Est qui n'aurait pas de conséquences importantes, directes ou indirectes, sur les autres tensions bilatérales dans la région.

3 – Conclusions d'ensemble

3.1 – Conclusion générale

Un conflit militaire significatif impliquant au moins un des trois pays sur lesquels l'étude est centrée (Chine, Inde, Japon) est une **hypothèse assez probable** dans la période 2015-2025.

La possibilité de voir Pékin prendre une initiative d'ordre militaire concernant Taiwan ou le Japon serait réelle dans un contexte de troubles internes significatifs. Mais **ces deux scénarios sont toutefois distincts** : dans le premier cas, Pékin serait prête à aller très loin et les États-Unis n'interviendraient que si la RPC pouvait être clairement désignée comme l'agresseur ; dans le second cas, les États-Unis seraient sans doute forcés d'intervenir en cas de menace majeure contre le territoire japonais.

3.2 – Conséquences pour la prolifération

A la suite d'un conflit en Asie, les pays de la région dotés de moyens balistiques et nucléaires pourraient être tentés d'accroître significativement leurs arsenaux. Ce serait le cas, par exemple, si la Chine devait « sortir » d'un conflit avec les États-Unis en position de faiblesse ou sans avoir le sentiment d'avoir satisfait ses intérêts, la dynamique du programme nucléaire du pays changerait alors significativement, à la manière de ce qui s'était passé pour l'Union soviétique après la crise de Cuba (et au demeurant, pour la Chine elle-même après les deux crises du détroit de Taiwan en 1954-55 et 1957-58). De ce fait – et pour des raisons politiques davantage que stratégiques – l'Inde, puis le Pakistan pourraient alors faire de même. **Une Chine sortant en position de faiblesse d'une crise ou d'un conflit dans la région pourrait également prendre une posture « non coopérative » (exportations) dans le domaine de la prolifération** des technologies de destruction massive, y compris vers des régions proches de l'Europe.

A l'inverse, si la Chine devait apparaître « vainqueur » à la suite d'une crise impliquant les États-Unis, d'autres pays pourraient en tirer des conclusions négatives sur la fiabilité du partenaire américain et engager un programme nucléaire. **Les modalités de l'engagement américain dans un conflit impliquant un pays allié ou ami auraient des conséquences majeures sur la dynamique de prolifération** : toute tiédeur de la part de Washington risquerait en effet d'être interprétée comme un manque de fiabilité de la protection américaine. A l'évidence, il s'agit ici principalement du Japon et de Taiwan. **Ainsi peut-on en conclure que tout conflit majeur en Asie aurait des conséquences négatives soit sur la « prolifération verticale », soit sur la « prolifération horizontale ».**

Les scénarios du « concert des nations » et de la « paix démocratique » seraient en revanche de nature à limiter significativement les risques de poursuite de la prolifération.

Par ailleurs, au-delà des trois grands scénarios alternatifs présentés ci-dessus, il convient de mentionner l'hypothèse de « l'entre-deux-guerres » qui verrait l'une des puissances de la région humiliée et désireuse de revanche. **Une « République de Weimar chinoise »**

pourrait faire de l'unification de Taiwan une cause mobilisatrice.²³³ A la suite d'un conflit, **une Chine « perdante » pourrait être beaucoup plus dangereuse qu'une Chine « gagnante ».**

3.3 – Conséquences pour l'Europe

Les conséquences pour l'Europe d'un tel conflit seraient d'abord et avant tout économiques et financières.

Si la Chine est pour l'instant un partenaire relativement mineur (en 2005, 13,5 % des importations européennes et 4,9 % de ses exportations), cette proportion est certainement appelée à s'accroître. D'après certaines estimations, **la Chine prendra la place des États-Unis comme premier partenaire commercial de l'Europe dès 2020.**²³⁴ En outre, les conséquences indirectes – via les effets sur les marchés financiers, ainsi que les effets macro-économiques sur les États-Unis et le Japon – seraient majeures. Par ailleurs, un conflit impliquant Taiwan aurait des conséquences importantes sur l'évolution du secteur du traitement de l'information (l'île étant le principal producteur de semi-conducteurs).

Ces conséquences pourraient également être stratégiques.

- ➔ A n'en pas douter, un soutien ouvert de pays européens aux États-Unis et/ou au Japon dans un conflit les opposant à la Chine se verrait opposer une **manœuvre de dissuasion** de la part de Pékin (voire de Pyongyang si l'on considère comme crédible l'hypothèse d'une Corée du Nord dotée de missiles intercontinentaux). **Dans le cas chinois, une telle manœuvre pourrait prendre trois formes différentes**, non exclusives l'une de l'autre : (1) Un « rappel » voilé de la capacité technique de la Chine à menacer le territoire européen par des moyens balistiques ; (2) Des attaques contre les systèmes d'information et de communication européens ; (3) Un « incident malheureux » impliquant des ressortissants européens en Chine, ou en mer, un navire marchand européen, etc.
- ➔ L'Europe pourrait également être indirectement concernée par les agissements d'un État profitant de la situation pour placer ses propres pions. Par exemple, **en cas de conflit majeur impliquant les États-Unis, un pays tel que l'Iran pourrait y voir un « effet d'aubaine »** et prendre des initiatives au Moyen-Orient qui seraient contraires aux intérêts européens – le cas échéant avec l'approbation, au moins tacite, de Pékin.
- ➔ Enfin, l'Europe pourrait indirectement souffrir des **conséquences d'un revirement stratégique de la part de la Chine à la suite d'un tel conflit, qui pourrait exporter des technologies balistiques ou nucléaires** vers des pays voisins ou proches de l'Europe. On pense notamment à ceux qui en ont déjà bénéficié (ex : Iran, Algérie).

Il reste que l'Europe aurait sans doute peu de risques d'être directement impliquée dans un conflit en Asie du type de ceux qui ont été décrits par l'étude. Pour des raisons de délai d'intervention sur la zone, les forces européennes ne pourraient sans doute pas

²³³ La comparaison est tirée de Roger Cliff & David A. Shlapak, *US-China Relations After Resolution of Taiwan's Status*, The RAND Corporation, 2007, p. 15.

²³⁴ Richard Carney & Richard A. Bitzinger, *From Hegemony to Loose Bipolarity : The Evolving Geopolitics of the US, EU and China*, RSIS Commentaries, mai 2007.

participer à une opération de défense de Taiwan. Peu de scénarios impliqueraient une opération terrestre massive des forces américaines impliquant des demandes américaines de « *backfilling* ». Ce sont surtout les forces maritimes européennes qui pourraient être appelées à remplacer ou à compléter les forces américaines de surveillance des espaces (Méditerranée, océan Indien), notamment en cas de conflit prolongé.

Néanmoins, plusieurs hypothèses d'implication de forces militaires européennes à un conflit en Asie-Pacifique peuvent être imaginées :

- ➔ Participation de forces maritimes à des opérations de surveillance et de déminage des détroits en Asie du Sud-Est ;
- ➔ Participation à une opération en Asie du Sud-Est, notamment en vertu d'une interprétation extensive des engagements pris (a) d'une part, en 1954 (Traité de défense de l'Asie du Sud-Est), pour ce qui concerne Paris et Londres, qui implique la France et le Royaume-Uni dans la défense de la Thaïlande et des Philippines contre une agression extérieure, et (b) d'autre part, en 1971 (*Five-Power Defense Arrangements*), pour ce qui concerne le Royaume-Uni, qui l'engage à des consultations bilatérales en cas d'agression ou de menace d'agression contre la Malaisie ou Singapour.
- ➔ Participation de forces terrestres, sans doute sous l'égide de l'ONU, à une opération de stabilisation de la Corée du Nord après l'effondrement du pays. Ce scénario pourrait également exister pour le Pakistan ou l'Indonésie ;
- ➔ Participation à des opérations de contrôle d'un embargo à l'encontre d'un pays de la zone ;
- ➔ Participation à une opération de défense collective au titre de l'article 5 du traité de Washington au cas où le territoire américain serait attaqué, soit à la suite d'un scénario du type 11 septembre, soit au cours d'un conflit avec la Chine (attaque contre Guam ou Hawaï) ;
- ➔ Renforcement de la protection des TOM (Nouvelle-Calédonie, Polynésie) en cas de conflit étendu et prolongé entre les États-Unis et la Chine ;
- ➔ Participation à la défense de la Corée du Sud par l'envoi de contingents terrestres symboliques – de l'ordre d'un bataillon, soit environ 700 hommes – ou d'une *task force* maritime en cas d'attaque nord-coréenne (en application de l'engagement pris en 1953²³⁵).

Cette dernière hypothèse n'a pas été traitée par l'étude, qui est axée sur les relations entre les principales puissances de la région. Elle ne doit toutefois pas être omise du champ de la prospective à l'horizon 2025. La détente et le processus de négociation entre Séoul et Pyongyang ne doit en effet pas faire perdre de vue **qu'un effondrement de la Corée du Nord pourrait générer des décisions extrêmes – et qui ne seraient pas nécessairement « irrationnelles » du point de vue d'un régime aux abois.**

²³⁵ Déclaration politique conjointe concernant l'armistice coréen (Washington, 27 juillet 1953), signée *inter alia* par cinq pays européens : Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni.